

## CH\_VB 20019565 vom 7. Februar 1991

Bundesverwaltung, 1991-02-07, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch\\_vb\\_\\_td\\_class\\_\\_metadataCell\\_\\_20019565\\_\\_td\\_](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20019565__td_)

FR: CH\_VB 20019565 du 7 février 1991

IT: CH\_VB 20019565 del 7 febbraio 1991

### Erwägungen

#### E. 7

Februar 1991 Frauensession condition sur le plan du droit de la famille et dans leur vie professionnelle que de la privation des droits civiques. Cette réalité était aussi la conséquence immédiate du dualisme prévalant dans la société: comme on leur avait délégué les tâches les plus diverses en matière d'assistance, les organisations féminines avaient une riche expérience des origines de la pauvreté et de la discrimination liées à la condition réservée aux femmes d'alors. Mues par ces considérations, elles exigèrent des hommes politiques qu'ils aménagent des conditions juridiques telles que les femmes soient à même de subvenir à leurs besoins et à ceux des leurs. Ces arguments marquèrent pendant des décennies le débat sur la participation des femmes à la vie politique. Le fait que l'égalité des sexes pouvait avoir une autre justification - à savoir les droits fondamentaux - avait failli sombrer dans l'oubli. A ma connaissance, Meta von Salis est la seule à avoir défendu ce point de vue avec intransigeance. En 1887, elle rappelait qu'un Etat qui faisait dépendre le principe de l'égalité devant la loi de différences présumées au niveau des dons et des aptitudes de ses citoyens était un Etat de peu de foi. Ses arguments égalitaires ne rencontrèrent certes pas un écho très favorable, mais ils eurent le mérite de susciter un débat public sur le suffrage féminin. Dès les années 90, spécialistes du droit public, politiciens et organisations féminines commencèrent à élaborer des schémas pour intégrer de manière formelle la population féminine aux processus décisionnels et aux actes de l'administration. Si j'ai opté pour ce tour d'horizon complexe, alors que j'aurais pu me limiter à parler de l'éligibilité et du droit de vote, c'est parce qu'en Suisse le problème fut abordé de façon pragmatique et non théorique. Cela pouvait tenir au fait que, à la fin du XIXe siècle, les structures des partis avaient perdu de leur rigidité et qu'on avait vu apparaître de nouvelles formes de consensus. Dans l'optique de la politique des partis, le suffrage féminin représentait donc essentiellement un accroissement de l'électorat potentiel. Prévoyance oblige, les partis avaient alors perçu la nécessité d'entretenir des relations plus étroites avec les organisations féminines. A cette époque comme par la suite, ce furent les groupes minoritaires qui éprouvèrent le plus ce besoin. Toutefois, ils ne poursuivirent pas les mêmes objectifs. Les socialistes furent les premiers à adopter le suffrage féminin dans leur programme et à intégrer les femmes dans le parti. Les catholiques, à l'inverse, essayèrent d'entraver le plus longtemps possible la participation des femmes à la vie politique et créèrent de ce fait des organisations chargées de canaliser indirectement leur potentiel féminin. Ainsi réagirent les minorités à la tentative de création de l'Alliance de sociétés féminines suisses, laquelle aurait été une organisation hors parti défendant les intérêts des femmes et représentant d'une seule et même voix leurs préoccupations. En réalité, cette idée de créer un «parti de femmes» avant la lettre n'avait pu se concrétiser. Car, déjà à cette époque, les organisations féminines n'étaient pas du tout du même avis quant à la forme que devait revêtir une politique adaptée aux femmes. Toujours est-il que, vers la fin du siècle

passé, on s'était rendu compte qu'il fallait institutionnaliser la participation des femmes à la vie publique. Plus on évoluait vers un Etat social, plus on avait tendance à soumettre à la législation uniforme les questions touchant le domaine traditionnellement réservé aux femmes. Il devenait donc nécessaire de réglementer la délégation informelle des tâches, telle qu'elle avait été pratiquée jusqu'alors. Les organisations féminines, de même que des juristes de renom, exigèrent qu'on légalise au moins le statu quo, à savoir l'éligibilité des femmes dans les organismes scolaires, ecclésiastiques ou spécialisés dans l'assistance en faveur des pauvres, sur les plans communal et cantonal. Cette stratégie des petits pas se justifiait, car toute revalorisation de la contribution apportée par les femmes - si modeste fût-elle - devait être «arrachée» à l'électorat masculin. Malgré les échecs du début, l'introduction sectorielle et progressive de l'éligibilité des femmes s'avéra une bonne formule, notamment parce qu'elle représentait le plus petit dénominateur commun entre les partis, mais aussi entre les femmes elles-mêmes. Par rapport à cette stratégie de consensus, les partisans du suffrage féminin intégral étaient en mauvaise posture. Si elles avaient réussi à constituer une formation, c'était plus sous l'influence de l'étranger que grâce à une situation politique favorable en Suisse. Comme le suffrage féminin figurait au programme de la gauche, les suffragettes avaient d'abord trouvé peu de soutien auprès des organisations bourgeoises. Cela explique pourquoi l'Association pour le suffrage féminin fondée en 1909 avait fait preuve de retenue dans ses exigences. Dans ses publications, elle s'était certes référée à l'article 4 de la Constitution fédérale, mais en pratique elle avait cherché à s'associer aux organisations d'utilité publique qui souhaitaient qu'on attribue à leurs membres des sièges dans des commissions ainsi que des fonctions d'expertes, en échange des prestations qu'elles fournissaient à la société. C'est la Première Guerre mondiale qui vit culminer cette stratégie préparatoire; elle ouvrit de nouveaux domaines d'activité aux femmes en matière d'assistance en faveur des soldats et des réfugiés. En faisant un don en espèces conçu comme un impôt de mobilisation volontaire, les femmes firent en outre parler d'elles en tant que contribuables. La conscience politique s'accrut aussi avec la solidarité nationale. La revendication du droit de participation, qui passait avant la guerre pour une caractéristique non féminine, était à présent perçue comme la volonté d'assumer des responsabilités civiques. En décembre 1918, lorsque, encouragés par les efforts de démocratisation auxquels on assistait dans toute l'Europe, les conseillers nationaux Greulich et Göttscheim exhortèrent le Conseil fédéral à permettre l'introduction du suffrage féminin moyennant une modification de la constitution, la plupart des associations féminines se déclarèrent favorables à ces motions. C'est Hélène von Mülinen qui trouva la formule susceptible de faire l'unanimité en déclarant que l'amour maternel avait aussi son rôle à jouer dans la vie publique et qu'il fallait en tenir compte. Toutefois, l'argument de l'amour maternel était une arme à double tranchant, qui pouvait très bien se retourner contre les partisans de l'égalité des sexes. On le vit en 1919 et 1920 dans divers cantons, lors des votations sur l'introduction du suffrage féminin. Le non issu des urnes incita donc le Conseil fédéral à ne plus rien entreprendre dans ce domaine. Deux raisons confortaient le gouvernement dans cette position: l'opposition des grands partis bourgeois et le fait qu'on ignorait si la majorité des femmes souhaitaient véritablement jouir des droits politiques. Cette question était parfaitement justifiée. N'avait-on pas vu, en 1919, la création, en pays de Vaud, d'un premier mouvement appelé Ligue féministe antisuffragiste, mouvement qui avait fait régulièrement des émules lorsqu'il s'agissait de se prononcer sur le suffrage féminin? Ces opposantes faisaient valoir que la participation de la femme à la politique affaiblissait sa position au foyer et sapait son autorité morale. Certes, les

effectifs de ces ligues ne furent jamais très considérables, mais l'association pour le suffrage féminin, elle non plus, ne vit pas véritablement grossir ses rangs. Dans l'entre-deux-guerres, la plus grande partie des Suissesses étaient représentées par les organisations confessionnelles ou d'utilité publique, qui renforçaient résolument les bastions féminins datant de la fin du XIXe siècle. Mais leur engagement social ne les empêcha pas, de cas en cas, de revendiquer le droit à la parole. En 1929, lorsque, avec l'Alliance de sociétés féminines suisses, l'Association pour le suffrage féminin déposa une pétition pour rappeler que des motions étaient en suspens depuis dix ans, elle obtint le soutien de la gauche, mais aussi celui de toutes les associations de lutte contre l'alcoolisme. Grâce à ces efforts conjoints, 250000 signatures furent récoltées, dont 170 000 émanaient de femmes. Le fait que cette pétition soit restée sans effets s'explique de plusieurs manières. D'une part, la crise économique mondiale avait restreint le champ d'action des milieux politiques. Les hommes étaient peu enclins à faire participer les femmes aux luttes politiques, qui devenaient de plus en plus âpres. D'autre part, la vague du fascisme avait atteint la Suisse. Des voix s'élevaient pour demander la suppression progressive de la démocratie, et non l'extension des droits démocratiques. Face à cette menace, l'Association pour le suffrage féminin modifia ses objectifs. En 1933 fut fondée la communauté de travail «La femme et la démocratie», dont les membres militèrent pour le maintien de l'Etat de droit. Les arguments qui, dans la lutte contre le fascisme, suscitaient encore des prises de position

Session des femmes

## **E. 10**

7 février 1991 politiques musclées furent repris tels quels par les tenants de la défense spirituelle du pays. L'inexistence du suffrage féminin devint ainsi un label de qualité de la Suisse, pays préservé de la tourmente où hommes et femmes occupaient la place qui leur revenait. Le fait que, durant la Deuxième Guerre mondiale, les Suissesses aient accepté d'être intégrées à l'économie de guerre et à l'armée, trouvant qu'il s'agissait là d'obligations tout à fait naturelles, était dû à cette mentalité de repli sur soi. En 1945, la lutte pour l'égalité des sexes dut, pour ces raisons, être reprise là où elle s'était arrêtée en 1919. Lorsque le postulat Oprecht remit le suffrage féminin à l'ordre du jour, on discuta d'abord en long et en large de la question de savoir s'il fallait accorder des droits civiques aux femmes en contrepartie du bilan - très largement positif - des prestations qu'elles avaient fournies. Même les grandes organisations féminines eurent de la peine à se départir du schéma dualiste. Pendant les années 50 encore, certains firent remarquer que les femmes, immatures, avaient besoin d'être chaperonnées, remarque qui fut accueillie avec indignation. Toutefois, l'échec de nombreux projets cantonaux visant à introduire le suffrage féminin «par la base» et le non sorti des urnes en 1959 firent mûrir l'idée que la liberté personnelle et la liberté politique ne constituaient pas la récompense d'une bonne conduite - récompense que les hommes seraient libres d'accorder aux femmes ou de leur refuser - mais qu'elles étaient bien plus un droit fondamental garanti sur le plan international. En 1948, année du centenaire de la Constitution fédérale, l'Association pour le suffrage féminin fit placarder une carte d'Europe où la Suisse figurait sous la forme d'une tache noire. Par la suite, le fait - ô combien honteux - que la Suisse ne réponde pas aux exigences de la Convention européenne des droits de l'homme montra clairement que la plus vieille démocratie du monde avait été largement dépassée par ses jeunes consœurs. L'intention du Conseil fédéral d'adhérer néanmoins à cette convention tout en formulant des réserves - la principale étant l'inégalité des femmes - finit par modifier radicalement l'idée

que les femmes se faisaient de la politique. Elles furent de plus en plus nombreuses à abandonner leur domaine d'activité traditionnel pour s'engager résolument en faveur des droits de l'homme. Lorsqu'en 1971, sous la pression venue de l'intérieur et de l'extérieur, le suffrage féminin finit par s'imposer, il n'était plus un témoignage de reconnaissance pour les fidèles services rendus par les femmes; il était devenu un instrument dont les femmes entendaient se servir pour défendre leur cause. Aujourd'hui, la Session des femmes est plus qu'un simple acte symbolique. Elle détermine je l'espère la position d'une majorité de la population - et ce sont nous les femmes - sur son long et, comme déjà mentionné, difficile chemin vers une égalité des droits.

Präsidentin: Frau Privatdozentin Dr. Thanh-Huyen Ballmer-Cao lehrt zurzeit an der Universität Zürich. Sie wird zum Thema «L'avenir est à l'égalité» sprechen.

Mme Thanh-Huyen Ballmer-Cao: La Confédération fête cette année son 700<sup>e</sup> anniversaire. Cependant, pour nous, les femmes qui représentent la majorité de la population de ce pays, notre histoire politique a commencé il y a tout juste vingt ans, soit un siècle et demi plus tard que les hommes. André Gide disait que «notre présent serait plein de tous les avènements, si le passé n'y projetait déjà une histoire». Comment ne pas voir que le verre que nous voulons lever aujourd'hui est loin d'être rempli et que, à l'aube de l'an 2000, beaucoup reste encore à faire pour que l'égalité entre citoyens et citoyennes soit réalisée dans notre pays que l'on appelle si volontiers «la plus vieille démocratie du monde»? Et pourtant, quelques progrès sont bien là. Apparemment, certains font déjà partie du quotidien. Nombre de nos enfants ont grandi avec les «nouveaux pères». Pour la jeune génération, les professions jusqu'alors réservées à un sexe sont désormais ouvertes à tous et à toutes. Dans l'administration, après Monsieur Prix, nous avons eu également Madame - même Mesdames - Egalité. Dans le domaine politique également, certaines évolutions sont perceptibles, dont trois me semblent importantes. Tout d'abord) le rapprochement du comportement des électeurs et des électrices. Le taux de participation tend en effet à s'égaliser entre les sexes. Si les hommes sont toujours encore majoritaires parmi les votants, la présence féminine se renforce au fil des élections et des votations. Ainsi, les 20 pour cent de différence qui séparaient il y a vingt ans les électeurs des deux sexes se sont réduits aujourd'hui de moitié. D'une certaine façon, on pourrait même dire que c'est en partie grâce aux femmes que l'abstentionnisme connaît une trêve ces dernières années au niveau fédéral. Le rapprochement entre électeurs et électrices se manifeste également à travers leur façon de voter. Les données empiriques montrent que les écarts des prises de position sont minimes dans beaucoup de votations et que les choix de parti deviennent plus similaires aux élections. Aussi encourageante qu'elle soit, cette tendance au rapprochement ne signifie pas nécessairement l'avènement d'un «vote des femmes» en Suisse. Il ne faut pas oublier que beaucoup d'entre nous sont restées à la maison le jour de la votation fédérale sur l'égalité des droits, il y a dix ans. Il faut nous rappeler qu'il y a trois ans, la majorité des électrices ont rejeté l'assurance-maternité. Il ne faut pas oublier les inégalités des chances d'élection entre les candidatures masculines et féminines qui montrent qu'aux urnes, les électrices, elles non plus, ne font pas souvent «confiance aux femmes». Ensuite, la vie militante connaît également une certaine effervescence. Des associations se multiplient, des activités se diversifient. Parallèles aux grandes organisations féminines, on est frappé de voir la profusion des projets, des réseaux d'échange de femmes, lesquels ne sont plus désormais limités aux grandes villes. Chacun d'eux défend à sa manière les intérêts des femmes, cela parfois avec beaucoup de combativité. On est également frappé par le fait que notre engagement entraîne de nouveaux défis. C'est ainsi que la lutte contre la prostitution s'étend à celle contre le tourisme sexuel, l'aide au développement à celle

aux étrangères vivant ici en Suisse. De nouveaux combats se livrent: le nucléaire, le génétique, la science et la recherche, pour n'en citer que quelques uns. Les mouvements de femmes sont donc bien là. Mais gardons-nous de prendre du lobbying pour le pouvoir de décision, de confondre la formulation des problèmes avec leur solution. L'effervescence des activités associatives reflète notre solidarité, mais également nos diversités. Elle témoigne notre souhait d'un autre pouvoir, mais également notre manque d'expérience et d'influence politiques. Enfin, dans les parlements et les exécutifs, on constate une progression lente mais perceptible de la présence féminine. C'est dans les législatifs des villes que les progrès sont les plus marquants. En effet, la proportion de femmes députées y est aujourd'hui d'environ 20 pour cent. Ce décollage relativement rapide nous permet de ne pas figurer au dernier rang européen quant à la représentation des femmes dans les lieux de décision. Pour différentes raisons inhérentes à l'histoire et au système politique suisses, on assiste en vingt ans à l'émergence de deux générations de femmes politiques dont la présence et l'engagement constituent un moteur important de la construction de l'égalité entre hommes et femmes. Beaucoup d'entre elles ont donné l'impulsion, mobilisé l'opinion publique en faveur de la dignité et de la promotion des femmes. Mais, dans une démocratie représentative, la sous-représentation généralisée des femmes connote une signification particulière. D'autant plus que le moteur du changement, dont nous venons de parler, tourne le plus souvent à vide, et que l'énergie disponible est insuffisante par rapport au poids à mettre en mouvement. Encore faudrait-il signaler à ce propos un autre problème qui me paraît crucial: les difficultés de recrutement. Mobiliser et convaincre les femmes semble devenir une bataille majeure. Nous sommes fières lorsque nous regardons grandir la jeune génération: ces adolescentes pour qui les femmes pilotes et les menuisières font désormais partie du quotidien, ces jeunes filles pour qui le droit de vote et l'égalité des droits représentent d'ores et déjà des acquis. Nous sommes fières de leur niveau de formation souvent supérieur au nôtre, fières de la tranquillité naturelle avec laquelle elles disent ce qu'elles veulent. Mais inquiètes, nous le sommes également, non parce que les

7. Februar 1991

## **E. 11**

Frauensession jeunes filles rêvent de nouveau du prince charmant comme leur grand'mère, mais nous sommes inquiètes parce que nous savons que cette génération devra faire face, elle aussi, à la précarisation de l'emploi féminin, aux inégalités de la sécurité sociale, à la féminisation de la pauvreté. Nous sommes également inquiètes de constater que, pour beaucoup de jeunes femmes, faire carrière dans l'économie privée, devenir lionne ou soeur «optimiste» est plus passionnant que d'assumer un mandat politique. D'autre part, il faudrait reconnaître que dans un système de milice, au milieu d'un climat de confrontation politique, la recherche du consensus et la prise de décision sont de plus en plus difficiles. Ainsi, les conséquences de la perte du sens collectif, du manque d'attractivité de l'engagement politique, de la baisse de prestige des autorités publiques sont partagées autant par les hommes que par les femmes. Pourtant, gardons-nous de déplorer la «crise», voire la «perte de substance» de la démocratie suisse, comme beaucoup d'hommes le font. Cette nostalgie, je dirais ce romantisme, ne sauraient être à mon avis partagés par les femmes. En effet, le passé démocratique que certains pleurent aujourd'hui était précisément celui qui excluait hier la majorité de son peuple. Au contraire, femmes de Suisse, nous parlons aujourd'hui de démocratie parce que nous en sommes les actrices et que c'est grâce à l'égalité que la démocratie devient réalité. Dans ce pays supposé être son berceau, la

démocratie ne mène pas une existence automatique. Ici comme ailleurs, sa présence doit être ancrée dans les institutions, intégrée dans la culture, bref, faire l'objet d'efforts collectifs permanents. Il ne faut pas se contenter de faire le minimum et croire que l'égalité se réalisera d'elle-même. Pour qu'elle devienne projet social, inscrivons l'égalité dans nos lois, organisons sa concrétisation et appliquons-la dans notre quotidien. Pour que naissent une volonté et une politique d'égalité, ne nous contentons pas de gérer l'acquis. Notre partenariat avec les hommes ne viendra pas tout seul. Il faudrait le préparer, ceci en nous montrant vigilantes, innovatives et solidaires les unes des autres. Nous ne sommes pas au centre de l'histoire face à ces problèmes. En effet, nous savons que nos voisines européennes se sont engagées dans le même combat et qu'elles ont parcouru ensemble un chemin plus long que le nôtre. Alors pourquoi ne pas combler notre retard en prenant part aux mesures et aux programmes initiés par la Communauté européenne en faveur de l'égalité entre hommes et femmes? L'introduction en Suisse d'un «standard minimum européen» en cette matière est certes à souhaiter. Mais à notre avis, elle ne saurait nous suffire. Abandonnons notre provincialisme viscéral et pensons à l'Europe en construction. Nous ne voulons pas continuer à arriver aux banquets les mains vides et à laisser les autres assumer seules le travail et la responsabilité de cette entreprise extraordinaire de l'humanité qui est celle de l'égalité. Nous avons intérêt ainsi que le devoir moral de contribuer à notre tour et de le faire activement. A l'adresse des esprits anxieux, précisons tout de suite que la neutralité et la souveraineté nationales ne nous font courir par là aucun risque. Les femmes ne veulent engager la Suisse ni dans la guerre des sexes ni dans celle du Golfe. Non, nous ne sommes pas au centre de l'histoire. Levons donc aujourd'hui le verre avec joie et sérénité, tout en sachant que l'avenir a commencé. Il nous est de plus en plus difficile de situer l'avenir uniquement par rapport au passé. En effet, tout apprentissage a une fin et nous ne pouvons plus à l'infini prétexter de l'introduction tardive du suffrage féminin pour justifier la lenteur avec laquelle l'égalité se concrétise dans ce pays. Pour reprendre maintenant le mot de Gide, à savoir que «notre présent serait plein de tous les futurs, si le passé n'y projetait déjà une histoire», il s'avère que, de toute évidence, l'avenir est à l'égalité si nous ne restons pas continuellement prisonnières de notre passé. C'est là un défi que je crois digne de relever. En aurons-nous la volonté? (Applaudissements) Die Eidgenossenschaft feiert dieses Jahr ihr 100-jähriges Bestehen. Für uns Frauen jedoch, die wir die Mehrheit dieses Landes stellen, hat die politische Geschichte erst vor 20 Jahren begonnen, also anderthalb Jahrhunderte später als für die Männer. André Gide sagte: «Notre présent serait plein de tous les futurs, si le passé n'y projetait déjà une histoire». (Unsere Gegenwart wäre voller Zukunft, wenn nicht die Vergangenheit bereits eine Geschichte in sie hineinprojizierte). Wie sollte man nicht sehen, dass das Glas, das wir heute, an der Schwelle zum Jahr 2000, erheben wollen, noch lange nicht voll ist? Es bleibt noch viel zu tun, bis die Gleichstellung zwischen den Bürgern und den Bürgerinnen unseres Landes, das man gern als die älteste Demokratie der Welt bezeichnet, erreicht ist. Und doch, gewisse Fortschritte sind da. Einige gehören offensichtlich bereits zum Alltag. Viele Kinder sind mit den «neuen Vätern» aufgewachsen. Der Jugend stehen heute Berufe offen, die bisher nur einem Geschlecht zugänglich waren. In der Verwaltung gibt es den Monsieur Prix, aber auch Madame - oder gar Mesdames - Egalité. Und auch im politischen Bereich zeichnen sich gewisse Entwicklungen ab. Drei davon erscheinen mir besonders wichtig: Da ist zunächst die Annäherung, die sich im Verhalten der Stimmbürgerinnen und der Stimmbürger abzeichnet. Die Stimm- und Wahlbeteiligung der Frauen gleicht sich immer mehr jener der Männer an. Zwar gehen immer noch mehr Männer als Frauen an die Urne, doch nimmt die

Beteiligung der Frauen von Abstimmung zu Abstimmung und von Wahl zu Wahl zu. In gewisser Weise könnte man sogar sagen, dass sich in den letzten Jahren die Abstinenz bei eidgenössischen Abstimmungen gerade auch dank den Frauen nicht verstärkt hat. Auch das Stimmverhalten widerspiegelt diese Annäherung. Untersuchungen zeigen, dass die Stellungnahmen der Frauen und der Männer bei vielen Abstimmungen nur minimal voneinander abweichen und Frauen und Männer bei Wahlen in zunehmendem Masse ähnlich entscheiden. So ermutigend diese Tendenz auch ist, so bedeutet sie doch nicht notwendigerweise, dass man in der Schweiz von einem «Frauenvotum» sprechen könnte. Vergessen wir nicht, wie viele von uns bei der Abstimmung über «Gleiche Rechte für Mann und Frau» vor zehn Jahren zu Hause geblieben sind. Erinnern wir uns auch daran, dass die Mehrheit der Stimmbürgerinnen vor drei Jahren die Mutterschaftsversicherung abgelehnt hat. Zu erwähnen ist auch, wie ungleich die Wahlchancen zwischen Kandidatinnen und Kandidaten sind und wie wenig Vertrauen selbst Wählerinnen den Frauen entgegenbringen. Auch im konkreten Einsatz der Frauen tut sich etwas. Die Zahl der Vereinigungen nimmt zu, und die Tätigkeiten werden vielfältiger. Mit Erstaunen kann man sehen, wie auch ausserhalb der grossen Frauenorganisationen eine Fülle von Projekten, von Netzen für gegenseitige Hilfe unter Frauen, entstehen, und zwar nicht mehr nur in den Städten. Sie alle verteidigen, jedes auf seine Weise, die Interessen der Frauen, manchmal auch mit viel kämpferischem Elan. Erstaunlich ist auch, dass unser Engagement weiteren Herausforderungen ruft. So ist aus dem Kampf gegen die Prostitution auch ein Kampf gegen den Sextourismus geworden und aus der Entwicklungshilfe auch eine Hilfe für die Ausländerinnen, die hier bei uns in der Schweiz leben. Und neue Kämpfe sind in ändern Bereichen zu führen: Kernenergie, Gentechnologie, Wissenschaft und Forschung, um nur einige zu nennen. Frauenbewegungen sind also wirklich da. Hüten wir uns aber davor, das Einflussnehmen auf Entscheidungen mit Entscheidungsgewalt und die Problemformulierung mit Problemlösung zu verwechseln. Die Lebendigkeit und Vielfalt der Tätigkeiten in Frauenvereinigungen widerspiegeln unsere Solidarität, aber auch unsere Unterschiede. Sie zeugen von unserem Wunsch nach einer anderen Art von Macht, aber auch davon, dass uns politische Erfahrung und politischer Einfluss fehlen. Schliesslich ist festzustellen, dass in den Parlamenten und Exekutiven die Frauen zwar langsam, aber durchaus erkennbar präsent werden. Am grössten sind die Fortschritte in den Stadtparlamenten (rund 20 Prozent Frauenvertretungen). Dank diesem verhältnismässig raschen Start figurieren wir, was die Vertretung der Frauen in den Entscheidungszentren betrifft, in Europa nicht im letzten Rang. Aus verschiedenen Gründen, die in unserer Geschichte und im politischen System der Schweiz liegen, sind in den 20 Jahren zwei Generationen von politisch engagierten Frauen herangewachsen, die mit ihrer Präsenz und ihrem Engagement die treibende Kraft in den Bemühungen um Gleichstellung von Mann und Frau waren. Viele von ihnen ha-

Session des femmes

## **E. 12**

7 février 1991 ben Impulse gegeben und die öffentliche Meinung für die Würde und die Förderung der Frau mobilisiert. Aber in einer repräsentativen Demokratie kommt der allgemeinen Untervertretung der Frauen eine besondere Bedeutung zu, um so mehr als die Bemühungen um Gleichstellung, von denen wir gesprochen haben, oft nicht greifen und die verfügbare Energie nicht ausreicht, um das zu bewegen, was bewegt werden muss. In diesem Zusammenhang ist auf ein weiteres, entscheidendes Problem hinzuweisen: die

Schwierigkeit, Frauen für politische Anliegen zu gewinnen. Die Frauen zu mobilisieren und zu überzeugen, scheint eine Hauptaufgabe zu werden. Wir sind stolz, wenn wir auf die heranwachsende Generation schauen: diese jungen Frauen, für die Pilotinnen und Schreinerinnen zum Alltag gehören und für die das Stimm- und Wahlrecht und rechtliche Gleichstellung bereits feste Errungenschaften sind. Wir sind stolz auf ihre Ausbildung, die oft besser ist als unsere, und stolz auf die natürliche Ruhe, mit der sie das, was sie wollen, auch sagen. Trotzdem sind wir beunruhigt. Nicht, weil diese Mädchen wie ihre Grossmütter auch wieder vom Märchenprinzen träumen. Wir sind vielmehr beunruhigt, weil wir wissen, dass auch diese Generation zu kämpfen haben wird gegen Verknappung und Unsicherheit der Arbeitsplätze für Frauen, gegen ungleiche Behandlung im Bereich der Sozialversicherungen und gegen die Armut, von der zunehmend Frauen betroffen sind. Besorgt sind wir auch darüber, dass es viele Frauen interessanter und faszinierender finden, in der Privatwirtschaft Karriere zu machen, als in unserem Milizsystem ein politisches Mandat zu übernehmen und sich dem rauen Klima der politischen Konfrontation auszusetzen, in dem Konsens und Entscheidungsfindung immer schwieriger werden. Schwindender Gemeinschaftssinn, geringe Attraktivität des politischen Engagements und abnehmendes Prestige der Behörden wirken sich auf Männer und Frauen gleichermaßen aus. Hüten wir uns jedoch davor, über die «Krise» oder gar den «Substanzverlust» der schweizerischen Demokratie zu klagen, wie viele Männer es tun. Diese romantische Nostalgie können meiner Meinung nach die Frauen nicht teilen, denn die demokratische Vergangenheit, der heute manche nachtrauern, ist genau jene Vergangenheit, in der die Mehrheit der Bevölkerung von der Mitgestaltung des politischen Lebens ausgeschlossen war. Im Gegenteil, wir Schweizer Frauen reden heute von Demokratie, weil wir sie mittragen und weil sie erst durch die Gleichstellung gelebte Wirklichkeit wird. Die Demokratie ist in diesem Land, das als ihre Wiege gilt, nicht einfach automatisch gegeben. Hier wie anderswo muss sie in den Institutionen verankert und Teil der Kultur sein. Kurz: Wir müssen uns ständig in gemeinsamer Anstrengung um sie bemühen. Man darf sich nicht mit einem Minimum zufriedengeben und glauben, die Gleichstellung verwirklichte sich selbst. Damit sie gesellschaftliche Realität wird, müssen wir sie in unsere Gesetze einbringen, ihre Verwirklichung organisieren und sie im Alltag anwenden. Wenn ein Wille zur Gleichstellung und eine Gleichstellungspolitik entstehen sollen, dürfen wir uns nicht mit dem bis heute Erreichten zufriedengeben. Unsere Partnerschaft mit den Männern kommt nicht von selbst. Wir müssen sie vorbereiten, indem wir wachsam und innovativ sind und uns einander solidarisch verpflichtet fühlen. Wir stehen im Kampf mit all diesen Problemen nicht in vorderster Linie. Unsere europäischen Nachbarinnen kämpfen um die gleiche Sache und haben gemeinsam einen weiteren Weg zurückgelegt als wir. Warum sollten wir deshalb unseren Rückstand nicht dadurch wettmachen, dass wir uns an den Massnahmen und Programmen der Europäischen Gemeinschaft für die Gleichstellung von Mann und Frau beteiligen? Die Verwirklichung eines «europäischen Minimalstandards» in diesem Bereich ist sicher erwünscht. Unserer Meinung nach kann dies aber nicht genügen. Geben wir unseren eingefleischten Provinzialismus auf und denken wir an die Neugestaltung Europas. Wir wollen nicht weiter mit leeren Händen dastehen und Arbeit und Verantwortung für dieses ausserordentliche Unternehmen der Menschheit, wie es die Verwirklichung der Gleichstellung ist, den ändern überlassen. Wir haben ein Interesse daran und auch die moralische Pflicht, selber aktiv dazu beizutragen. Zuhanden der Besorgten möchte ich sofort beifügen: Die nationale Neutralität und Souveränität werden davon nicht tangiert. Die Frauen wollen die Schweiz weder in einen Krieg der

Geschlechter noch in den Golfkrieg verwickeln. Nein, wir sind nicht vorne mit dabei. Erheben wir deshalb heute das Glas in Freude und Heiterkeit, tun wir es aber im Bewusstsein, dass die Zukunft erst begonnen hat. Wir können es uns immer weniger erlauben, die Zukunft allein unter dem Gesichtspunkt der Vergangenheit zu betrachten. Jede Lehrzeit muss einmal ein Ende haben, und wir können die Langsamkeit, mit der es mit der Gleichstellung in der Schweiz vorangeht, nicht dauernd mit der späten Einführung des Frauenstimmrechts entschuldigen. Ich zitiere noch einmal das Wort von Gide: «Notre présent serait plein de tous les avenir, si le passé n'y projetait déjà une histoire.» Der Gleichstellung gehört die Zukunft, wenn wir nicht ständig Gefangene unserer Vergangenheit bleiben. Dies ist eine hohe Herausforderung, die es anzunehmen gilt. Haben wir den Willen dazu? Präsidentin: Jetzt werden zwei aktive Parlamentarierinnen über ihre persönlichen Erfahrungen im Parlament sprechen, nämlich Frau Ständerätin Josi Meier und Frau Nationalrätin Dr. Lilian Uchtenhagen. Sie wurden beide 1971 nach Einführung des Frauenstimm- und -Wahlrechts in die eidgenössischen Räte gewählt. Sie sind heute die einzigen noch aktiven Parlamentarierinnen aus dieser ersten Frauengeneration. (Beifall) Frau Josi Meier: 1930 war in einem grossen deutschen Lexikon, dem «Meyer», zu lesen: «Weib = erwachsene Person weiblichen Geschlechts. Die Stellung des Weibes richtet sich bei den verschiedenen Völkern nach den Begriffen der Männer von ihrem Wert.» Gleichzeitig hiess es im «Larousse»; «Frau = Weibchen des Mannes, menschliches Wesen,» - immerhin - «das organisiert ist, Kinder zu empfangen und auf die Welt zu setzen.» (Heiterkeit) Das war das Verständnis von unserer Rolle noch in der ersten Jahrhunderthälfte. Nach dem Zweiten Weltkrieg brachen wir aus diesem Organigramm aus und begannen den langen Marsch nach Bern. Es ging darum, uns nicht mehr «nach den Begriffen des Mannes von unserem Wert» definieren zu lassen, sondern das selbst zu tun. Wir hatten schliesslich eine Petition von 1929 mit über hunderttausend Unterschriften und zwei Saffa-Ausstellungen hinter uns. Der Weg war nicht leicht, aber von immer vergnüglicheren Zwischenhalten unterbrochen. Ab 1959 folgten die Durchbrüche in der politischen Gleichberechtigung. Ich zählte die abbröckelnden Nein-Stimmen von Jahr zu Jahr mit steigender Befriedigung. Schauen Sie nun nach oben, vorne in der Mitte, oberhalb des Mythenbildes. Ich zitiere aus der Festschrift zur Eröffnung des Bundeshauses: «Oben sitzt die Sage in der Mitte der Kinderschar, der sie die grossen Thaten der Vorfahren erzählt und sie zu gleichem patriotischem Handeln anspornt.» Wir Hessen uns anspornen. Der Künstler Brandenburg, der hier am Werk war, ahnte nicht, wie sehr! (Heiterkeit, Beifall) Als wir zu neunt im Dezember 1971 hier einzogen (Ende Session waren wir schon zehn Frauen), hatten wir eine wichtige Lektion gelernt: Nicht nachgeben gewinnt! Sie sollte uns zugute kommen, denn die Begrüssungsansprache des Ratspräsidenten liess erkennen, dass uns immer noch eine eher dekorative Rolle zugeordnet war. Unser Charme, meinte der Präsident, würde sicher dazu beitragen, das Interesse an der parlamentarischen Arbeit auf eine breitere Basis zu stellen. (Heiterkeit) Charme hätte die einzige historische Frauengestalt neben so vielen Männern aus unserer Geschichte, die Staufferin, nicht an den Ehrenplatz in diesem Hause gebracht (rechts neben dem Mythenbild). Ihr handfester, zukunftsgerichteter Realismus («schau vorwärts, Werner, nicht hinter dich») verhalf ihr dazu! Wir müssen eben auch fähig und willens sein, wie Mère Royaume anlässlich der Escalade in Genf, einmal einen heissen Suppentopf handfest auf allzu hoch erhobene Köpfe hinunterzuleeren. Wir haben jedenfalls 1971 nicht nur Farbe, sondern unkonventionelle Denkmäler und Verhaltensweisen in dieses Haus ge-

7. Februar 1991

## E. 13

Frauensession bracht. Die Sicht der Frau zu den Problemen unseres Staates fehlte nicht mehr. Als die ersten paar Anträge von Frauen über- raschend im Plenum durchgekommen waren, räumte man uns sofort Plätze in den Kommissionen ein. Geschenkt gibt es nichts hier. So verlangten wir denn Präsidien von Kommissio- nen, auch im aussenpolitischen oder im Finanzbereich. Die Versuche, uns auf bestimmte Stimmverhalten zu verpflichten, schlugen fehl. Als Kollege Eisenring (der wie Frau Uchtenha- gen und ich zum Inventar des Hauses gehört) in seiner be- kannten Liebenswürdigkeit raunte, «die Wiiber stönd wider lätz uuf», konterte Kollegin Thalmann trocken: «Meint wider ein', mierchönd nid' selber dengge.» Heute jedenfalls können wir auf etliche gute Resultate im Kindes- und Eherecht, im So- zialversicherungs- und Strafrecht, aber auch im Verfassungs- recht mit seinem neuen Artikel 4 BV verweisen. Verschiedene Vorlagen brachten wir nur dank unserer interfraktionellen Soli- darität zum Ziele. Und bei allen Unterschieden der Weltan- schauungen versuchten wir, nicht ohne Erfolg, dem Inter- essenfilz zu widerstehen. Unabhängigkeit war unser Leitwort. (Beifall) All das ist nur ein Anfang. Vor wenigen Tagen besorgte ich mir einen neuen Pass, neuestes Modell! Vorne steht darauf: «Der Inhaber dieses Passes ist Schweizeröürger und kann jederzeit in die Schweiz zu rückkehren.» Kürzlich revidierten wir das Bür- gerrechtsgesetz. Artikel 27 lautet: «Ein Ausländer kann nach Eheschliessung mit einem Schweizer» (grosse Heiterkeit) «ein Gesuch um erleichterte Einbürgerung stellen.» Gemeint sind natürlich nicht zwei Männer. Aber das muss man, oder besser gesagt, muss die Frau wissen: Sie ist meistens mitgemeint. Das ist schon ein grosser Fortschritt gegenüber 1971. Ich bekenne mich an der kritisierten Gesetzesformulierung mitschuldig. Auch ich zog es vor, in diesem Bürgerrechtsge- setz für das Anliegen, lies die Besserstellung, der Frau zu kämpfen, und liess die Frau der Form nach Mann sein. Die Sprache hat aber ihre Wirkung. Sie schafft Bewusstsein. Wenn in welschen Zeitungen die Anzeige erscheint: «Monsieur Jean Dupont et Madame» sowie «Gérard Dupont» geben die Geburt ihres Sohnes und Bruders Pierre bekannt, dann kann man schon darüber staunen, dass drei Männer Namen haben, die Frau aber keinen. Was zum Donner hats/e überhaupt in dieser Geschichte zu suchen? Solange Mütter sprachlich auf der An- onymitätsstufe von Leihmüttern bleiben, haben wir die Verhält- nisse nicht so geregelt, wie es einer gleichen Personenwürde von Mann und Frau zukommt. (Beifall) Sprache ist verräterisch. Kürzlich habe ich das aussagekräf- tige neue Duden-Taschenbuch, Band 22, «Wie sagt man in der Schweiz?», entdeckt. «Fr.» steht dort nicht als Abkürzung für die Anrede «Frau», sondern für Franken. «Fräulein» steht darin richtigerweise mit dem Vermerk «veraltet». «Frau» kommt darin nicht vor, nur die Frauenspitäler - und ich denke ver- gert an die verworfene Mutterschaftsversicherung. Den Begriff «Mann» habe ich (im Duden-Bedeutungswörter- buch) neckischerweise zwischen «Manko» und «Mannequin» gefunden; im «Schweizer Duden» steht er (Heiterkeit) mit dem Hinweis auf «Mannen (hat lobende, leicht scherzhafte Bedeu- tung, wackere, tüchtig bewährte Männer)». Sie erkennen das solide Strickmuster! Alle diese Hinweise deuten an, dass der Bewusstseinswandel erst an seinem Anfang steht. Noch wird in den Korporationen um das Mitbestimmungsrecht der Frau gerungen, noch harrt das Rechtsetzungsprogramm zum Gleichberechtigungsarti- kel in weitesten Teilen auf seine Realisierung, von Rückschlä- gen bei Wahlen und ähnlichen Gelegenheiten nicht zu spre- chen. Meine Damen! Ein Siebentel Frauen im Parlament ge- nügt nicht, um dieses Programm zügig voranzubringen. (Bei- fall) Gegenwärtig stelle ich zudem eine Tendenz fest, bei allen bestehenden Ungleichheiten nur jene auszumerzen, wo Frauen sogenannte Privilegien haben. Ich bin aber nicht be- reit, den Altersunterschied

62/65 bei der AHV aufzugeben, so- lange zuhauf Ungleichheiten aller Art zu unserem Nachteil be- stehen, wie etwa die niederen Frauenlöhne. (Beifall) Wir brau- chen Ihre Mithilfe, damit Gleichberechtigung nicht zu einem formalen Postulat verkommt. Gleichberechtigung ist und bleibt ein Postulat der Gerechtigkeit, einer christlichen Kardi- naltugend, die auch verlangt, dass Ungleiches ungleich be- handelt wird. Wo Mutter-sein oder Mutter-werden-können be- teiligt sind, wollen wir unterschiedliche Regelungen. Auch deshalb habe ich in der Debatte über die Gleichberechtigung immer ein Freihalten der Frau vom Kampfeinsatz in der Armee verlangt. Ohne uns geht nichts. Wir sind allerdings mit dem Willen ange- treten, die anstehenden Probleme partnerschaftlich zu lösen. Das braucht, wenn die Suppentöpfe zurückgehalten werden sollen, auch Schritte seitens der Männer. Auch deren Emanzi- pation von falschen Bindungen ist nötig, um eine funktions- tüchtige Schweiz mit einer total revidierten Verfassung zu ge- stalten. Eine auf Europa und die Welt hin offene Schweiz: eine Schweiz, deren Menschen sich bewusst werden, dass sie nicht Mittelpunkt, sondern vielmehr Teil einer gesamten, ge- fährdeten Schöpfung sind. Eine solche Schweiz setzt voraus, dass Eigenschaften, welche als weiblich gelten, vermehrt auch seitens der Männer zum Einsatz kommen. Vor 20 Jahren wollte man uns zurückhalten mit dem Slogan «Die Frau gehört ins Haus». Wir brauchten Jahre, bis wir diesen Satz richtig ver- standen. Jetzt haben wir ihn endlich verinnerlicht, mit Hilfe der jungen Generation. Natürlich gehören wir ins Haus: ins Ge- meindehaus, ins Bundeshaus! (Heiterkeit, Beifall) Wir sind vor 20 Jahren in die heute siebenhundertjährige Ge- schichte dieses Landes eingetreten. Wir sind alle aufgerufen, bewusst, tatkräftig und namengebend an seiner Zukunft mit- zuwirken! (Stehende Ovation) On lit dans un dictionnaire allemand connu datant de 1930, le Meyer, à l'article «femme» (Weib): «femme: personne adulte de sexe féminin. La position de la femme, dans divers peuples, est fonction de la valeur que l'homme lui attribue.» (Traduction) On lit aussi dans le Larousse: «femme: femelle de l'espèce hu- maine, être humain», ouf!, «qui conçoit et met au monde les en- fants.» (Traduction) Voilà ce qu'on pensait de notre rôle dans la première moitié du siècle. Une fois la Deuxième Guerre mondiale terminée, nous en sommes sorties et avons entamé notre Longue Marche sur Berne. Nous ne voulions plus des valeurs que les hommes nous avaient attribuées, nous voulions nous définir nous- mêmes, car enfin nous avons une pétition signée en 1929 par plus de cent mille personnes et avons organisé deux exposi- tions SAFFA. Ce ne fut pas facile, mais les haltes que nous fîmes en chemin furent épiques. En 1959 commença la conquête des droits politiques. D'année en année, je vis diminuer les «non» et augmenter ma satisfaction. Vous voyez devant vous, au-dessus du tableau des Mythen, un fronton. Je cite un livre datant de 1902 où il est décrit: «Au fron- ton, la Légende, entourée d'enfants auxquels elle raconte les exploits de nos ancêtres qu'elle cite comme un exemple à sui- vre.» Eh bien, l'exemple, nous l'avons suivi. Le sculpteur Bran- denberg, père dudit fronton n'imaginait pas à quel point! Lorsque, en décembre 1971, nous entrâmes à neuf dans cette salle (à la fin de la session, nous étions déjà dix!), nous avons appris une chose: que pour gagner, Une fallait pas céder. Heu- reusement, carie président, dans son allocution de bienvenue, faisait entrevoir le rôle - plutôt décoratif - qui nous était dévolu. Notre charme, dit-il, contribuerait à n'en pas douter à renforcer l'intérêt du travail parlementaire. Le charme seul n'aura certai- nement pas donné à la femme de Stauffacher, seule figure his- torique féminine de cette maison à côté des innombrables hom- mes que compte notre Histoire, la place d'honneur qu'elle oc- cupe ici, à droite du grand tableau. Cette place, elle la doit bien plus à son réalisme, à son courage et à sa vision de l'avenir («Regarde devant toi, Werner, pas derrière!»). Nous, nous de- vons aussi avoir la volonté et

la capacité, comme la Mère Royaume, de renverser une marmite de soupe bouillante sur les têtes dures qui ne veulent pas s'incliner. En 1971, nous n'avons pas seulement annoncé la couleur, nous avons introduit dans cette maison des manières de penser et des attitudes nouvelles. La vision, par les femmes, des problèmes de l'Etat ne faisait donc plus défaut. Et lorsque nos premières motions furent, oh! surprise!, adoptées par le plénum, on nous concéda aussitôt quelques places dans les commissions. Dans cette maison, c'est donnant, donnant! Aussi avons-nous réclamé la présidence de commissions, même

Session des femmes

## E. 14

7 février 1991 celle de la commission de politique étrangère et de la commission des finances. Les tentatives de ceux qui voulaient nous contraindre à voter comme eux ont tourné court. Et lorsque notre confrère député Eisenring, qui comme Madame Uchtenhagen et moi-même fait partie des meubles de cette maison, s'exclama avec toute l'amabilité qu'on lui connaît: «Une fois déplus, les bonnes femmes ne peuvent pas voter correctement!» (traduction), notre consoeur Thalmann lui répondit du tac au tac: «En voilà encore un qui nous croit incapables dépenser!» (Traduction) Quoi qu'il en soit, nous pouvons aujourd'hui faire état de quelques résultats en matière de droit matrimonial et de droit des enfants, de droit des assurances sociales et de droit pénal, mais aussi en matière de droit constitutionnel avec le nouvel article 4. Et c'est à notre solidarité, par-delà nos opinions et notre appartenance à un groupe, que nous devons d'avoir fait passer plus d'un projet. Nous avons essayé, non sans succès, de résister aux pratiques politiciennes partisans. L'indépendance était notre devise. Tout cela n'est qu'un début. Il y a quelques jours, j'ai demandé un passeport nouvelle formule. Qu'y lit-on à la première page?: «Le titulaire de ce passeport est citoyen suisse et peut rentrer en Suisse en tout temps.» Récemment encore, nous avons révisé la loi sur la nationalité dont je vous lis l'article 27: «Un étranger peut, en suite de son mariage avec un ressortissant suisse, formuler une demande de naturalisation facilitée..... Il n'est évidemment pas question ici de deux hommes, mais il faut le savoir; il faut surtout que la femme le sache, car c'est elle qui est le plus souvent visée, ce qui est déjà un grand progrès par rapport à 1971. Je plaide ici coupable, avec les autres, car moi aussi j'ai préféré lutter dans cette loi pour la cause des femmes, pour qu'elles aient un meilleur statut, quitte à les affubler de la forme masculine. N'oublions pas toutefois que la langue n'est pas innocente, qu'elle produit des effets, qu'elle crée une conscience. Quand on lit dans les journaux romands: «Monsieur et Madame Jean Dupont et leur fils Gérard sont heureux de vous annoncer la naissance de Pierre, né le....», on s'étonne que les trois hommes aient un nom et un prénom et que la femme, elle, n'en ait pas. Mais que diable venait-elle donc faire dans cette galère? Tant que les mères demeureront, au niveau du langage, des mères porteuses sans nom, les femmes n'auront pas acquis la dignité qui fait d'elles les égales des hommes. Le langage est traître. Tout récemment encore, je feuilletais le nouveau Duden-Taschenbuch no 22, qui a pour titre «Wie sagt man in der Schweiz?», et qui le porte bien. On y apprend que l'abréviation Fr. ne veut pas dire Frau (femme) mais Franken (francs suisses), que l'appellation Fräulein (Mademoiselle) est dépassée, ce qui est juste, mais on cherche en vain le terme de Frau, par contre on y trouve celui de Frauenspitäler (cliniques pour femmes), ce qui m'a rappelé -et ce n'est pas un bon souvenir - le rejet de l'assurance-maternité. J'ai trouvé dans un autre dictionnaire (le Duden-Bedeutungswörterbuch) le terme de Mann (homme) coincé entre Manko (manque) et Mannequin; amusant, non!; ce terme figure encore dans le Duden suisse avec une référence à Mannen

(terme légèrement élogieux ou légèrement moqueur désignant des hommes braves et vaillants). Vous reconnaissez la fermeté du mode d'emploi! Tout cela montre une chose: qu'on en est au tout début d'une prise de conscience. N'oublions pas que les femmes luttent encore pour avoir le droit à la parole dans les corporations et qu'on attend encore, dans maints domaines, la mise en oeuvre du programme législatif d'application de l'article constitutionnel sur l'égalité, pour ne pas parler des retours en arrière au moment des élections ou de manifestations du genre. Mesdames, seul un septième des parlementaires sont des femmes et ce n'est pas suffisant pour faire avancer le programme. Je note en outre qu'on fait actuellement tout pour éliminer les inégalités là où les femmes ont soit - disant des privilèges. Je ne suis pour ma part pas disposée à abandonner la différence instituée dans l'âge de la retraite des femmes et des hommes tant que subsisteront autant d'inégalités à notre détriment, notamment en matière de rémunération. Nous avons besoin de votre aide pour que l'égalité des sexes ne devienne pas un postulat formel. Car l'égalité des sexes est et demeure un postulat de justice, le postulat d'une vertu cardinale chrétienne qui exige aussi que l'on traite l'inégalité par l'inégalité. Nous voulons donc des dispositions spéciales pour les femmes qui sont mères ou qui peuvent l'être. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours refusé que les femmes soient enrôlées dans les unités combattantes de l'armée. Rien ne marche sans nous, pourtant nous avons annoncé notre désir de résoudre les problèmes dans la concertation. Les hommes doivent donc eux aussi faire des concessions ou alors gare aux marmites! Ils doivent aussi s'émanciper, donc rompre des liens néfastes, pour pouvoir faire de la Suisse, une fois achevée la révision totale de la constitution, un Etat capable de fonctionner, une Suisse ouverte à l'Europe et au monde, dont les habitants auront cessé de croire au nombrilisme et qui, au contraire, auront reconnu qu'ils sont une partie de la création et menacés comme elle. Encore faudra-t-il, pour qu'une Suisse comme celle-là voie le jour, que les hommes fassent preuve de plus en plus des qualités que l'on dit féminines. Il y a vingt ans, on voulait nous retenir à la maison. Il nous a fallu des années pour comprendre ce qu'on entendait par là. Et aujourd'hui nous l'avons parfaitement intériorisé, grâce aux jeunes générations. Oui, c'est la maison qui est notre vocation, la maison de commune, le Palais fédéral! Nous sommes entrées il y a vingt ans dans l'histoire de ce pays qui fête son 700e anniversaire. Nous sommes toutes appelées à oeuvrer à son avenir, pour y imprimer notre marque en toute conscience et de toute noire force!

Präsidentin: Ich danke Ihnen, Frau Ständerätin Meier. Ich glaube, der Beifall hat Ihnen gezeigt, dass Ihre Worte auf sehr guten Boden gefallen sind. Frau Lilian Uchtenhagen: Ich war 19 Jahre alt, als ich mich zum ersten Mal öffentlich für die Frauenrechte einsetzte: Zusammen mit einer älteren, bekannten Frauenrechtlerin vertrat ich die Ja-Parole zum Stimmrecht auf Gemeindeebene im Kanton Solothurn. In den fünfziger und sechziger Jahren waren es dann nicht mehr zu zählende Auftritte in Kirchgemeinde- und Gemeindegemeinschaften und all den Sälen der «Löwen», «Rössli» und «Bären» landauf, landab. Besonders gross war der Einsatz von uns Frauenrechtlerinnen bei der eidgenössischen Vorlage vom 1. Februar 1959. Neben den üblichen kontradiktorischen Streitgesprächen verteilten wir auf den Strassen und Plätzen unsere Abzeichen an widerstrebende Passanten, sortierten und verpackten nächtelang Werbematerial, buken zur Geldbeschaffung Kuchen für unsere Basare. Das Resultat war bitter: Die Vorlage wurde mit einem Nein-Stimmenanteil von 69 Prozent verworfen, 1959. Die Enttäuschung war gross, aber noch grösser war unsere Wut. Jetzt wurden wir kämpferischer: In Basel kam es zum Lehrerinnenstreik; der 1. Februar wurde zum Frauenstimmrechtstag erklärt, an dem wir mit Fackelzügen durch die Strassen marschierten. Bei Abstimmungen und Wahlen

schmückten wir die Abstimmungslokale mit unserem Signet, einer Frau mit verbundenem Mund. 1969 kam es zum Marsch der Frauen nach Bern. Und dann, am 7. Februar 1971, war es endlich soweit: «Den Frauen zuliebe» (so hiess damals der behutsame Slogan) legten die Männer «ein männliches Ja» ein. Meine Erfahrungen sind etwas anders als die Vorschläge von Herrn Affolter: Das «etwas kämpferischer Werden» hat unserer Sache nicht geschadet, wie es schon damals immer hiess, sondern genützt. Deswegen ist auch zu hoffen, dass der von Gewerkschaften organisierte Streik, die Arbeit am 14. Juni 1991 kurz niederzulegen, vielleicht mehr hilft als alle unsere wunderbaren Vorstösse und Interventionen. (GrösserBeifall) Wir Frauen wissen es: Wir haben seither in bezug auf die rechtliche Gleichstellung der Frau viel erreicht. Aber ein unvoreingenommener Blick in die Lebensrealität von Frauen bestätigt, was auch grosse wissenschaftliche Untersuchungen immer, wieder feststellen: Es kann keine Rede davon sein, dass Frauen die gleichen Möglichkeiten haben, ihre Begabungen und Fähigkeiten zu entwickeln und - wenn sie dies wollen - den Weg einer eigenständigen beruflichen Karriere mit gleichen Erfolgchancen einzuschlagen.

7. Februar 1991

## **E. 15**

Frauensession Zwar wirken die Sachzwänge der gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Entwicklung immer stärker in Richtung Selbständigkeit der Frau durch eigene Erwerbstätigkeit. Die gleichen Kräfte, die zur Zeit der industriellen Revolution die alte Stände- und Klassengesellschaft auseinanderbrechen Hessen, die traditionelle Grossfamilie zerstörten und zur Trennung von Haus- und Berufsarbeit führten, rütteln nun an den Fundamenten der Kleinfamilie: Individualisierung und zunehmende Kommerzialisierung aller Lebensbereiche setzen immer mehr Menschen frei von tradierten Werten und Rollenzuweisungen. Man mag das beklagen - ändern kann man es nicht. Aber auch ganz reale Tatsachen - wie längere Lebenserwartung, Möglichkeiten, den Zeitpunkt der Schwangerschaft zu bestimmen, Vereinfachung, damit aber auch Dequalifizierung der Haushaltführung - verändern das Leben der Frauen und wirken in die gleiche Richtung. Verbesserte Bildungschancen ermöglichen die ökonomische Eigenexistenz. Ständig wachsende Scheidungsraten und - damit verbunden - fehlende Absicherung durch den Ehemann erfordern sie. Die vielgepriesene Familientätigkeit garantiert keine soziale Absicherung für das Alter. Und so nimmt denn bei uns auch die Berufstätigkeit der verheirateten Frauen und Mütter ständig zu. Sie wird voraussichtlich schon in den nächsten Jahren die 50-Prozent-Marke überschreiten. Trotz all dieser Veränderungen sind die familiären, sozialen und gesellschaftlichen Strukturen nach wie vor auf eine geschlechtsspezifische Arbeitsteilung - eine innerhäusliche Frauenwelt und eine ausserhäusliche Männerwelt - angelegt. Die sich daraus ergebenden Widersprüche erschweren das Leben der Frauen, die ständig zwischen diesen beiden Welten hin- und herrennen müssen und Doppel- und Mehrfachbelastungen auf sich nehmen. Sie führen aber auch zu Spannungen und Konflikten, welche die ohnehin gefährdete Kleinfamilie belasten, die man durch Festhalten an überlieferten Sozialstrukturen zu schützen meint. Es wird immer deutlicher: Die Gleichstellung der Frau ist nicht zu schaffen innerhalb jenen institutionellen Strukturen, welche die Ungleichheit voraussetzen. Nur wenn es uns gelingt, neue Formen der Wiedervereinigung von Haus- und Erwerbsarbeit zu finden, können die sich verschärfenden Konflikte aufgefangen und Frauen und Männern Chancengleichheit und echte Wahlmöglichkeiten eingeräumt werden. Die für eine tatsächliche Gleichstellung

der Frau nötige vermehrte partnerschaftliche Aufgabenteilung sowohl in der Familie als auch im Erwerbsleben setzt eine Vielfalt von Reformen voraus. Es braucht mehr sozial abgesicherte Teilzeittellen und andere unkonventionelle Arbeitsformen, es braucht Hilfeleistung bei Betreuung, Erziehung und Schulung der Kinder. Wir haben in der Schweiz nicht einmal Tagesschulen: Alle zwei Stunden kommt ein Kind aus der Schule wieder heim, und ein anderes geht hin. Es braucht Reformen im Sozialversicherungs- und Steuerrecht, um nur die wichtigsten zu nennen. Reformen, meine Frauen, müssen erkämpft werden: Sie fallen uns nicht in den Schoss, das haben wir alle gelernt. Wir müssen bereit sein, politische Arbeit auf allen Stufen und in allen Gremien zu leisten. Politische Tätigkeiten geben uns Frauen überdies eine gute Möglichkeit, einen FUSS in der Aussenwelt zu haben, auch dann, wenn wir hauptberuflich - vielleicht vorübergehend, vielleicht für immer - Hausfrauen und Mütter sind, denn sie lassen sich in der Regel sehr gut den persönlichen Interessen und individuellen Möglichkeiten anpassen. Es sind auch Tätigkeiten, für welche Frauen meiner Ansicht nach besonders geeignet sind, denn in der Politik sind die Probleme oft verknüpft und komplex. Das «typisch männliche», oft recht lineare, das Gefühl ausschaltende, sektorielle Denken ist da keineswegs optimal. Unser Einmischen, unser Mitreden, verbessert die Chancen, adäquate, pragmatische Problemlösungen zu finden. Mitreden heisst auch Verantwortung übernehmen und an der Macht teilhaben. Und es dürfte nicht zuletzt dieses An-der-Macht-Teilhabe, dieses Macht-Ausüben, sein, das vielen Frauen das Politisieren schwermacht. Aber es braucht Macht, um Strukturen zu ändern. Ohne Macht kann die Situation der Frauen nicht verbessert werden. Ohne Macht können wir Frauen unsere Verantwortung für diese Welt, in der wir leben, für ihr Wohlergehen, für ihr Ueberleben nicht wahrnehmen. Wir Frauen müssen realisieren, dass Macht nicht böse zu sein braucht; denn Macht muss nicht so ausgeübt werden, wie sie meistens ausgeübt wird. Menschliche Beziehungen - ich glaube, das wissen wir Frauen - sind nicht ein geschlossenes System, ein Nullsummenspiel, wo Gewinne für die einen immer Verluste für andere bedeuten. In vielen Fällen kann genau das Gegenteil wahr sein. Sowohl im privaten wie im wirtschaftlichen Leben ist Akzeptanz und Bestätigung des ändern sehr viel motivierender und erfolgversprechender als Dominanz. Ich bin überzeugt, dass das Gefühl, nicht respektiert, nicht geschätzt zu werden, verheerende Folgen hat, und zwar im Privatleben, aber auch in der Wirtschaft, wo - oft unbewusst - Sabotage enorme Verluste zur Folge hat. Auch im politischen und sozialen Bereich ist es sinnvoll, die Machtausübung zu beschränken. Denn Macht, die dominiert und unterdrückt, führt zu Reaktionen, welche zusätzliche Repressionen nötig machen; dies ist ein Teufelskreis, den wir immer wieder beobachten können. Um an der Macht teilzunehmen, müssen Frauen zwar streitbar und kämpferisch sein. Aber das Ziel darf nicht Beherrschung und Kontrolle von Menschen und Ressourcen sein, Beschränkung der Möglichkeiten anderer Menschen, Ausbeutung der Natur. Diese Art des Machtverständnisses und der Machtausübung hat sich zwar in der westlichen industrialisierten Welt durchgesetzt. Aber es gab immer und es gibt auch heute noch andere rücksichtsvollere, «weiblichere» Arten, mit der Welt, in der wir leben, umzugehen. Wenn diese Welt überleben soll, müssen wir wieder zurückfinden zu diesen anderen, sich beschränkenden, rücksichtsvolleren Arten, Macht auszuüben. Und so sollten wir Frauen denn unseren Anteil an Macht fordern und übernehmen, aber dabei jenen anderen, meist als weiblich bezeichneten Werten wie Beziehungsfähigkeit, Friedfertigkeit, Mitmenschlichkeit, Wärme und Spontaneität treu bleiben. (Grosser Beifall) J'avais 19 ans lorsque, pour la première fois, je me suis engagée publiquement pour défendre les droits des femmes: c'était

pour soutenir, aux côtés d'une militante plus âgée dont la réputation n'était plus à faire, l'obtention du droit de vote des femmes sur le plan communal, dans le canton de Soleure. Dans les années 50 et 60, j'ai couru de salle de paroisse en local de commune, j'ai tenu des discours dans les arrière-salles d'innombrables Croix Blanche, Cheval Blanc et autres Grappe d'or. Nous défenseuses des droits des femmes, nous avons déployé une activité particulièrement intense pour soutenir le projet de loi fédérale du 1er février 1959. Sans relâche, nous participions à des débats contradictoires, distribuions des insignes à des passants réticents, passions nos nuits à trier et à emballer du matériel de propagande et préparions des gâteaux destinés à être vendus pour la bonne cause. Le résultat fut amer: 69 pour cent de non, en 1959. La déception fut grande, plus grande encore notre colère: Nous sommes alors devenues plus agressives et, à Baie, les enseignantes ont même fait grève. Le 1er février fut déclaré jour du droit de vote des femmes et, à cette date, des cortèges aux flambeaux étaient organisés dans tout le pays. Lors de votations et d'élections, nous décorions les bureaux de vote de notre symbole: une femme bâillonnée. En 1969, les femmes marchaient sur Berne. Le 7 février 1971, enfin, la victoire: pour l'amour des femmes, les hommes prononcent un oui viril (notre slogan d'alors). Mes expériences ne ressemblent guère aux propositions de M. Affolter. La «manière devenue un peu agressive» ne nous a pas porté préjudice, bien au contraire. Il y a donc lieu d'espérer que l'appel à la grève du 14 juin 1991, organisé par les syndicats, sera plus efficace que tout nos belles interventions. Bien que depuis l'égalité des femmes et des hommes devant la loi ait beaucoup progressé, il suffit de jeter un regard sans parti pris sur le quotidien des femmes pour constater ce que confir-

Session des femmes

## E. 16

7 février 1991 ment des recherches scientifiques de grande envergure: les femmes n'ont tout simplement pas les mêmes chances que les hommes de développer leurs capacités et leurs dons et d'embrasser une carrière professionnelle, pour celles qui le désirent. Or, société et économie exercent une pression croissante sur les femmes pour qu'elles deviennent économiquement indépendantes. Les forces mêmes qui, à l'ère de la révolution industrielle, ont disloqué les corporations et les classes sociales, fait disparaître les familles nombreuses et séparé le travail ménager de l'activité professionnelle, ces forces ébranlent aujourd'hui les fondements de la cellule familiale: une individualisation et une commercialisation croissantes dans tous les domaines permettent aux hommes et aux femmes de se libérer de plus en plus des valeurs traditionnelles et du rôle que leur assigne la société. On peut certes s'en plaindre, on ne peut guère y changer. A cela s'ajoutent, plus concrètement, l'accroissement de l'espérance de vie, la possibilité de planifier les grossesses ainsi que la simplification et, partant, la déqualification des travaux ménagers, facteurs qui ont profondément modifié la vie des femmes. De meilleures possibilités de formation rendent l'autonomie économique possible; la fréquence des divorces, avec l'absence de sécurité financière qui en découle, rendent même cette indépendance inéluctable. En effet, l'activité de mère de famille, si elle est magnifiée, ne comporte aucune garantie sociale qui permettrait d'assurer les vieux jours de la ménagère. Ainsi, les femmes mariées qui ont ou non des enfants sont de plus en plus nombreuses à exercer une activité professionnelle et leur taux atteindra bientôt 50 pour cent. Malgré toutes ces mutations, les structures familiales et sociales reposent aujourd'hui comme hier sur une répartition des tâches en fonction du sexe, sur l'existence d'un monde intrafamilial féminin et d'un monde

extrafamilial masculin. Les incompatibilités résultant de cette bipolarité compliquent la vie des femmes, qui doivent sans cesse passer d'un monde à l'autre et assumer des charges multiples. Elles provoquent aussi des tensions et des conflits qui pèsent sur la cellule familiale, déjà menacée, que l'on croit pouvoir protéger en se raccrochant à des structures sociales traditionnelles. Il apparaît de plus en plus clairement qu'il est impossible de créer l'égalité entre hommes et femmes dans le cadre des structures institutionnelles qui sont les nôtres car elles supportent l'inégalité. Pour pouvoir désamorcer les conflits qui s'exacerbent, pour pouvoir donner les mêmes chances à des femmes et à des hommes disposant de leur libre arbitre, il faudra, d'une manière ou d'une autre, trouver un moyen de concilier l'activité ménagère et l'activité lucrative. La redéfinition du partage des tâches qu'exige une véritable égalité entre femmes et hommes aussi bien au sein de la famille que dans le monde professionnel implique de nombreuses réformes. Il faut augmenter le nombre d'emplois à temps partiel couverts par les assurances sociales et développer d'autres formes d'activités professionnelles non conventionnelles, il faut soutenir l'entretien, l'éducation et la formation des enfants. En Suisse, nous avons même pas des écoles à demi-pension. Toutes les deux heures, un enfant rentre de l'école alors qu'un autre enfant doit s'y rendre. Il faut réformer, entre autres domaines, les assurances sociales et le droit fiscal. Or, les réformes ne tombent pas du ciel: il faut lutter pour les obtenir. Nous devons être prêtes à nous engager dans l'activité politique à tous les échelons, dans tous les organismes. L'activité politique représente d'ailleurs pour les femmes une possibilité de sortir de chez elles, même et surtout lorsqu'elles sont ménagères et mères de famille à titre principal, car ce type d'activité s'adapte généralement fort bien aux intérêts et aux possibilités de chacune. A mon avis, les femmes sont même particulièrement aptes à faire de la politique, car les problèmes, dans ce domaine, sont souvent complexes et imbriqués les uns dans les autres. La pensée «typiquement masculine», plutôt linéaire, sectorielle et objective est loin d'être optimale à cet égard et notre intervention, notre participation, ne peuvent que contribuer à résoudre les problèmes de manière plus adéquate et pratique. Participer, c'est aussi assumer des responsabilités et prendre part à l'exercice du pouvoir. Et c'est justement là que le bât blesse. Or, sans pouvoir, impossible de changer des structures, impossible d'améliorer la condition des femmes. Sans pouvoir, nous ne pouvons exercer aucune influence sur le monde dans lequel nous vivons, sa destinée, sa survie. Nous les femmes devons prendre conscience du fait que le pouvoir n'est pas intrinsèquement mauvais, qu'il ne doit pas fatalement être exercé comme il l'est trop souvent. Les relations humaines ne sont pas un système en vase clos, un jeu où le vainqueur ne peut gagner qu'aux dépens du vaincu. C'est même fréquemment le contraire: accepter l'autre est plus utile et plus motivant que de le dominer, sur le plan privé comme sur le plan économique. Je suis convaincue que le sentiment de n'être pas respecté et apprécié a des conséquences catastrophiques aussi bien pour l'individu que pour l'économie car il se traduit souvent par le désir, conscient ou non, de détruire. En matière politique et sociale, il est également utile de fixer des limites à l'exercice du pouvoir, car le pouvoir de dominer et de réprimer entraîne des réactions qui appellent d'autres répressions. C'est là un phénomène communément observé. Pour exercer leur part de pouvoir, les femmes doivent certes être mordantes et combatives, mais leur but ne saurait être de dominer les personnes et les choses, de limiter la marge de manoeuvre des autres, d'exploiter la nature. Si cette manière d'appréhender le pouvoir et de l'exercer s'est implantée dans le monde industrialisé, il existe bel et bien des approches plus respectueuses d'autrui, plus «féminines». Pour que ce monde subsiste, il faut renouer avec un exercice du pouvoir plus discret, plus tolérant. Nous les femmes devons assumer notre

part de pouvoir, tout en restant fidèles aux valeurs, souvent qualifiées de féminines, que sont les rapports humains, la paix, la compassion, la chaleur et la spontanéité.

Ripieno-Kammerorchester Béla Bartok Rumänische Volkstänze Präsidentin: Nach der Pause möchte ich die Romanischsprechenden noch in ihrer Sprache begrüßen: lao vulesa saciapeschas ossa era anc solidar, vusch en romanisch era quella se-guenz appartegnan a nossa Svizra. (Beifall) Nun darf ich unseren ausländischen Referentinnen das Wort erteilen. Sie werden ihre «Visionen für Helvetia» vorstellen. Gemäss Programm ist für Oesterreich Frau Johanna Dohnal, Bundesministerin für Frauenfragen, angekündigt. Sie ist leider verhindert. Frau Dr. Irmtraut Karlsson, Abgeordnete zum Oesterreichischen Bundesrat, wird an ihrer Stelle sprechen. Frau Karlsson ist Psychologin und war von 1980 bis 1986 Generalsekretärin der Sozialistischen Internationalen in London. Seit 1985 ist sie Bundesfrauensekretärin der SPÖ und seit 1987 Mitglied des Bundesrates. Frau Irmtraut Karlsson: Zunächst möchte ich etwas Protokollarisches vorausschicken. Ich bin für Johanna Dohnal eingesprungen, die sich entschuldigen muss, und zwar aus einem sehr fraulich-spezifischen Grund. Wir haben in Oesterreich ein Ministerium für Frauenfragen bekommen und gleichzeitig den Grundsatz, dass im Budget heuer sehr gespart werden muss. (Heiterkeit) Im Moment sind Budgetverhandlungen im Gange, wo es darum geht, ein Frauenministerium aufzubauen. Die Rolle der Frau in der Politik ist es ja meistens - in Oesterreich war es jedenfalls so -, nicht vorhandene Ministerien zu übernehmen und daraus etwas zu machen. (Beifall) Meinen Kolleginnen im Schweizer Parlament möchte ich zu dieser guten Idee gratulieren und freue mich, diesen Saal, der für gewöhnlich sicher nicht so aussieht -vielleicht könnte man

7. Februar 1991

## **E. 17**

Frauensession sich vorstellen, dass das öfters so aussieht, und auf den leeren Plätzen dürfen dann die männlichen Kollegen Platz nehmen-, mit Frauen aus verschiedenen Altersgruppen mit verschiedenen Erfahrungen gefüllt zu sehen, zu dieser speziellen Frauensession. In dem Gremium, in dem ich derzeit im Parlament tätig bin, haben wir in Oesterreich eine Präsidentin, und es ist schon schön, wenn man als Rednerin nach vorne geht und am Präsidium und auf der Ministerbank nur Frauen sitzen. Es ist das Gefühl: Wir haben etwas erreicht. Wir wurden gebeten, unsere Visionen für Helvetia darzulegen. Ich gestehe ehrlich, für mich war Helvetia immer eine etwas stattliche Dame, die aus Stein, Bronze oder Marmor würdig in die Welt blickte. Sie war immer auch eine sehr demokratische Dame. Und so war und ist die Schweiz ein Land, in dem Menschen verschiedener Sprache, verschiedener ethnischer Herkunft friedlich zusammenleben. Eine Leistung, die Oesterreich, dessen Vielvölkerstaat gerade an Intoleranz, am Absolutismus, an der Unterdrückung der Demokratie auseinandergebrochen ist, nur Bewunderung abringt. Und so wird eine der Visionen für Helvetia sein, dass dieses Modell der friedlichen und gleichberechtigten Koexistenz verschiedener ethnischer Gruppen auch den neuen Demokratien im Osten unseres Kontinents zum Vorbild wird, als Hilfe, als Unterstützung in einem immer härter werdenden Kampf gegen engstirnige Nationalismen und Unterdrückung regionaler Regelungen. Diese multikulturelle, demokratische Leistung von Helvetia soll jedoch nicht vergessen lassen, dass sie sich von den Männern zu lange auf den Sockel der Bewunderung, der Verehrung hat stellen lassen und zuliess, dass ihre Geschlechtsgeossinnen erst seit zwanzig Jahren am demokratischen Prozess in der Schweiz teilnehmen können. Die zweite Vision für Helvetia geht von einem anderen

Symbol aus, dem Weissen Kreuz. Dessen Umkehr - das Rote Kreuz - wurde ein Symbol für die humanitären Impulse, die von der Schweiz ausgegangen sind. Gerade heute, wo ein Krieg in der Art der Videospiele, gerei- nigt, volltechnisiert, menschenleer, täglich via Fernsehen in unsere Wohnungen kommt, weist das Internationale Komitee vom Roten Kreuz unermüdlich darauf hin, dass in diesem Krieg unschuldige Menschen Opfer werden, dass Zivilperso- nen, vor allem Frauen und Kinder, als Flüchtlinge und als Bombenopfer betroffen sind. Die internationale Bewegung, aus der ich komme (Sozialisti- sche Fraueninternationale), hat gerade von der Schweiz aus Impulse für Frieden und Völkerverständigung zu setzen ge- sucht: so 1912 oder 1915, als in Bern eine Frauenversamm- lung von Delegierten aller kriegführenden Länder, übrigens gegen den Willen der eigenen Männer, organisiert wurde. Frauen, die gegen den Wahnsinn eines Krieges aufriefen, der damals der Welt ebenfalls als kurzer, nicht so schrecklicher Krieg durch die neuen Techniken und neuen Waffen angeprie- sen wurde. Ein Krieg, der vier schreckliche Jahre dauerte. Und die Vision für Helvetia geht in die Richtung, dass die Schweiz wieder ein Angelpunkt für Frieden, für Abrüstungsini- tiativen, für Antimilitarismus wird. Die Frage «Wann kommen wir endlich aus dem Kasernenzeitalter?» war richtig gestellt, verband sich doch damit die Vorstellung, dass die Schweiz Zufluchtsstätte von Andersdenkenden, von politisch Verfolg- ten und von Menschen mit neuen Ideen wird und bleibt. Es gilt für uns wohlhabende Länder - ich nehme Oesterreich nicht aus - noch immer: Das Boot ist noch lange nicht voll. Und zur gleichen Zeit, in dertäglich die Bombenangriffe der al- liierten Truppen mit modernster Technologie stattfinden, ste- hen in Saudi-Arabien 49 Frauen vor Gericht, die gewagt ha- ben, ein Auto zu lenken. Die Höchststrafe für dieses Delikt ist die Steinigung. Aehnliche frauenfeindliche, frauenunter- drückende Gesetze und Gebräuche lassen in vielen Ländern der Welt Frauen um ihr Leben bangen. Doch leider ist die Ver- folgung, die auf dem Geschlecht basiert, kein Grund, um nach der Genfer Konvention als Flüchtling anerkannt zu werden. Wir Frauen in Europa sollten uns daher noch viel intensiver für eine Aenderung dieser Konvention einsetzen, damit auch se- xuelle Verfolgung ein anerkannter Fluchtgrund wird und Frauen aus der Unterdrückung und aus ihrer Lebensbedro- hung fliehen können. Ich weiss, dass es in der Schweiz Initiati- ven gibt, die dieses Problem aufgenommen haben, und die hartnäckige Verfolgung dieses Zieles ist meine dritte Vision für Helvetia. Wie ich eingangs schon erwähnte, haben wir in Oesterreich eine Aufwertung der Frauenfragen durch die Schaffung eines Ministeriums bekommen. Eines unserer wichtigsten Anliegen ist eine Novellierung des Gleichbehandlungsgesetzes, eines Gesetzes, das es in Oesterreich seit 1979 gibt, das aber noch ein ziemlich zahnlöser Tiger ist, denn es gibt keine Sanktionen für die Verletzung dieses Gesetzes. Frauen können sich be- schweren, die Kommission nimmt es auch ernst. Aber, wie ge- sagt, es folgt keine Strafe für die Verletzung dieses Gesetzes. Auch in der Schweiz sind Gleichstellungsgesetze und -vorha- ben in Diskussion. Vielleicht können wir Frauen unsere Köpfe zusammenstecken und Gesetze zustande bringen, die die jahrzehntelangen Forderungen nach Gleichstellung Wirklich- keit werden lassen und die auch Möglichkeiten bieten, dass Zuwiderhandlungen nicht zugelassen werden. Es gibt hart- näckige Widerstandsnester. In Oesterreich haben wir einen grossen tertiären Sektor (Banken, Versicherungen usw.). Wenn man sich die Aufsichtsräte anschaut, sind es reine Män- nervereine. Doch sie bestimmen über Tausende von Frauen- arbeitsplätzen, sie bestimmen über Rationalisierungen und Schliessungen von Betrieben. Erstaunlicherweise ist doch die österreichische Sozialversicherung - das sind die Kranken- kassen - ein reiner Männerbetrieb. Der Hauptausschuss be- steht nur aus Männern. Daher wundert es einen

nicht, wenn für Forderungen, wie den Bezug empfängnisverhütender Mittel auf Kosten der Krankenkasse, kein Platz ist und darüber nicht einmal verhandelt wird. Unser Verfassungsgerichtshof hat im November beschlossen, dass nunmehr das gleiche Pensionsalter für Frauen und Männer zu gelten hat, denn davon würden jene Frauen profitieren - und das muss man sich jetzt wörtlich auf der Zunge zergehen lassen -, die das Privileg männlicher Berufslaufbahnen haben. In Oesterreich können Frauen nach langer Berufsdauer - 35 Versicherungsjahren - früher in Pension gehen. In der Realität aber sind es diejenigen Frauen, die mit 14,15,16 Jahren in eine Fabrik gegangen sind und ihr Leben lang gearbeitet haben, die mit 55 Jahren derartig ausgebeutet sind, die derartig verschlissen sind, dass sie in Pension gehen müssen, nicht können oder dürfen. Von den Privilegien des männlichen Berufsverlaufes sprechen jene Richter auch wieder nur Männer in diesen höchsten Gerichtshöfen in Oesterreich -, die von ihrer privilegierten Situation her natürlich weit über 70 und rüstig sind. Und nicht vergessen - das Orchester ist leider schon weg - möchte ich ein Widerstandsnest, die Wiener Philharmoniker. Es ist uns nicht gelungen, und es gibt keinen Hebel, sie dazu zu bringen, anzuerkennen, dass vielleicht auch Frauen schöne Musik machen können. Und wenn wir bei der Durchsetzung dieser Forderungen hören - und wir werden es hören -, wir müssten verbindlich bleiben, wir müssten sanft bleiben, dann hat es sich doch gezeigt - und einige Rednerinnen haben dies auch vorher schon gesagt -, dass uns das nicht voranbringt. Mit grosser Freude habe ich vom Vorhaben der Schweizer Frauen - allen voran der Gewerkschafterinnen - gehört, hier im Juni einen Frauenstreik zu organisieren. Dieses Vorhaben wird uns in Oesterreich sicher anspornen. Denn trotz aller Rückschläge, trotz aller Widerstände, trotz aller Frustrationen, die wir erleben - die Männer wissen es, denn ihre zunehmende Aggression zeigt, dass sie es wissen -, bleibt eines: die Zukunft ist weiblich! (Beifall) Je commencerais par une remarque protocolaire. Je prends la parole à la place de Johanna Donnai, qui n'a pas pu venir; ce qui lui est arrivé n'arrive pratiquement qu'aux femmes. Je m'explique: en Autriche, on nous a dotés d'un ministère des questions féminines, alors qu'en même temps, il a été décrété que cette année il faudrait faire de sérieuses économies. Actuellement, des négociations budgétaires sont en cours en vue de la mise sur pied de ce ministère. Comme on le sait, en politique, les femmes ont le plus souvent pour mission - du

Session des femmes

## **E. 18**

7 février 1991 moins c'était le cas en Autriche - de prendre en charge des ministères inexistants et d'en tirer le meilleur parti. Je tiens à féliciter mes collègues du Parlement suisse, qui ont eu une riche idée; quelle joie, pour moi, de voir cette salle - qui n'a certainement pas sa physionomie habituelle - remplie de femmes de différentes catégories d'âge et riches des expériences les plus diverses, réunies à l'occasion de cette session spéciale des femmes. On peut rêver: et si cela se reproduisait plus souvent? Nos collègues masculins pourraient alors occuper les places libres! Au Parlement autrichien, l'organe au sein duquel je travaille actuellement est présidé par une femme, et je dois dire que cela fait plaisir quand, en tant qu'oratrice, on s'avance pour prendre la parole et qu'on voit que les fauteuils de la présidence et du ministère sont occupés par des femmes. On a alors l'impression d'avoir fait un pas en avant. On nous a demandé d'exposer nos visions sur l'Helvétie. Je dois reconnaître honnêtement que, pour moi, Helvétie a toujours été une dame assez imposante qui, de pierre, de bronze ou de marbre, embrasse dignement le monde de son regard. Ce fut aussi toujours une dame très démocratique. C'est ainsi que la Suisse a

toujours été un pays où des gens de langues diverses et de différentes origines ethniques cohabitent pacifiquement. L'Autriche, où intolérance, absolutisme et répression de la démocratie ont conduit à l'éclatement de l'ancien Etat pluri-ethnique, ne peut qu'admirer cet exploit. L'une des visions sur l'Helvétie tend à ce que cette coexistence pacifique et égalitaire de divers groupes ethniques serve aussi d'exemple aux nouvelles démocraties à l'Est de notre continent et qu'elle les aide et les soutienne dans cette lutte toujours plus âpre contre le nationalisme borné et la répression des réglementations à caractère régional. Il ne faudrait toutefois pas que cet exploit multiculturel et démocratique d'Helvétia occulte le fait que, pendant beaucoup trop longtemps, cette dernière s'est laissée mettre sur un piédestal par les hommes - ce qui lui valait admiration et vénération - et qu'elle a toléré jusqu'en 1971 que ses consoeurs ne puissent participer au processus démocratique en Suisse. La deuxième vision sur l'Helvétie est fondée sur un autre symbole, à savoir la croix blanche, dont l'emblème inverse-la croix rouge - symbolise les impulsions humanitaires qui ont trouvé leur origine en Suisse. Aujourd'hui tout particulièrement, où la télévision nous inonde quotidiennement d'images d'une guerre «propre», sophistiquée au plus haut degré et dont l'homme est absent - une guerre à l'image des jeux vidéo - le Comité International de la Croix-Rouge rappelle sans relâche que des êtres humains innocents sont victimes de ce conflit, que des civils, surtout des femmes et des enfants, viennent grossir les rangs des réfugiés ou tombent sous les bombes. Le mouvement dont je suis issue (Internationale Femmes Socialistes) a cherché à oeuvrer, en Suisse précisément, en faveur de la paix et de l'entente entre les peuples. C'est ainsi qu'en 1912 ou 1915, une manifestation réunissant des femmes de délégués de tous les pays en guerre a été organisée à Berne - d'ailleurs contre la volonté des époux concernés; ces femmes dénonçaient la folie d'une guerre dont on prétendait aussi à l'époque qu'elle serait courte et pas si effroyable que cela, grâce aux nouvelles techniques et aux armes modernes; une guerre qui a fini par durer quatre terribles années. Cette vision sur l'Helvétie tend aussi à refaire de la Suisse une plaque tournante au service de la paix, du désarmement et de l'antimilitarisme. Il est grand temps que la Suisse s'ouvre au monde et qu'elle devienne - pour toujours - un lieu de refuge pour les personnes qui pensent différemment, qui sont persécutées politiquement ou qui sont porteuses d'idées nouvelles. Une chose est certaine: dans nos pays prospères - et je n'exclus pas l'Autriche - la barque n'est de loin pas encore pleine. Et au moment où, tous les jours, les troupes alliées effectuent des bombardements en utilisant la technologie la plus sophistiquée, en Arabie Saoudite, 49 femmes sont jugées pour avoir osé conduire une voiture. Elles encourent la lapidation comme peine maximale. Dans de nombreux pays, des lois et des coutumes similaires, qui sont hostiles aux femmes et qui consacrent leur soumission, mettent la vie de ces dernières en péril. Or, malheureusement, le fait d'être persécutée parce que l'on est femme n'est pas un motif valable pour obtenir la qualité de réfugiée en vertu de la Convention de Genève. Nous, les femmes en Europe, nous devrions donc militer avec encore plus de détermination afin que cette convention soit modifiée, de manière à ce que les persécutions dont les femmes sont victimes deviennent un motif reconnu et que les femmes puissent échapper à leur joug et aux menaces qui pèsent sur leur vie. Je sais que ce problème a fait l'objet d'un certain nombre d'initiatives en Suisse; il convient de poursuivre cet objectif avec opiniâtreté, et c'est là le contenu de ma troisième vision sur l'Helvétie. Comme je l'ai indiqué au début de mon exposé, les questions féminines ont été revalorisées en Autriche, par la création d'un ministère ad hoc. Parmi nos objectifs principaux figure la reformulation de la loi sur l'égalité de traitement («Gleichbehandlungsgesetz»), loi qui existe depuis 1979 en Autriche. Pour le moment, il s'agit toutefois plutôt d'un tigre de

papier, vu qu'aucune sanction n'est prévue en cas de violation. Les femmes peuvent se plaindre, et la commission les prend au sérieux. Mais, comme je l'ai déjà dit, les violations ne sont pas sanctionnées. En Suisse aussi, des lois et projets en matière d'égalité des sexes sont en discussion. Peut-être que nous, les femmes, nous arriverons à conjuguer nos efforts pour que soient élaborées des lois qui concrétisent les exigences formulées depuis des décennies et qui permettent de lutter contre les discriminations. Il y a quelques poches de résistance non négligeables. En Autriche, nous avons un grand secteur tertiaire (banques, assurances, etc.). Et on a tôt fait de constater qu'il n'y a que des hommes qui siègent dans les conseils d'administration. Or, ces hommes prennent des décisions concernant des milliers de postes occupés par des femmes, concernant des mesures de rationalisation et la fermeture d'entreprises. Comme par hasard, l'assurance sociale autrichienne - je songe là aux caisses-maladie - ne compte que des hommes dans ses rangs. Son comité principal n'est composé que d'hommes. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les caisses-maladie n'acceptent pas, par exemple, de prendre en charge le coût des moyens contraceptifs et qu'elles ne soient même pas prêtes à en discuter. En novembre, notre cour constitutionnelle a décidé que désormais les femmes et les hommes prendraient leur retraite au même âge; selon elle, cette décision bénéficierait aux femmes qui - et là, il y a vraiment de quoi se régaler - ont le privilège de faire une carrière professionnelle masculine. En Autriche, les femmes qui ont travaillé pendant de longues années - qui ont cotisé pendant 35 ans - peuvent en principe prendre leur retraite plus tôt. Mais, dans la réalité, il ne s'agit que de celles qui sont entrées dans une fabrique à l'âge de 14, 15 ou 16 ans et qui ont trimé toute leur vie, si bien qu'à 55 ans, après tant d'années d'exploitation, elles sont tellement usées qu'elles sont bien obligées de prendre leur retraite (elles n'ont plus le choix). Les juges - bien sûr il n'y a que des hommes dans les tribunaux de dernière instance en Autriche - qui parlent des privilèges de la carrière masculine sont ceux qui, grâce à leur situation privilégiée, ont naturellement bien plus de 70 ans tout en étant encore très alertes. Même si l'orchestre est déjà parti, je voudrais tout de même mentionner la poche de résistance que représente l'Orchestre philharmonique de Vienne. Nous ne sommes pas parvenues à faire admettre à ses responsables - et la situation semble vraiment désespérée - que les femmes sont peut-être elles aussi capables de faire de la grande musique. Et lorsque nous chercherons à imposer nos exigences et qu'on nous dira - une fois de plus - de rester courtoises et douces, nous saurons par expérience - certaines oratrices l'ont d'ailleurs déjà fait remarquer - que cela ne fera pas progresser notre cause. J'ai été très heureuse d'apprendre que les femmes suisses - avant tout les femmes syndiquées - avaient l'intention d'organiser ici une grève des femmes au mois de juin. Ce projet nous encouragera certainement en Autriche. Car, malgré tous nos échecs et nos frustrations, malgré toutes les oppositions que nous rencontrons, une chose est certaine (et les hommes le savent, car leur agressivité croissante montre qu'ils en sont conscients) : l'avenir appartient aux femmes!

7. Februar 1991

## **E. 19**

Frauensession Begrüssung - Bienvenue Präsidentin: Auf der Diplomatentribüne kann ich Frau Zoya Gregorievna Novojilova, Botschafterin der Sowjetunion, begrüßen. (Beifall)  
Präsidentin: Für Frankreich wollte Frau Yvette Roudy, Mitglied der Nationalversammlung, sprechen. Ihr feministisches Engagement führte sie zur Politik. Sie wurde bekannt durch ihr 1975 erschienenes Buch «La femme en marge», das eine historische Bestandaufnahme der Marginalisierung der Frauen ist. 1973 wird sie Mitglied

der Geschäftsleitung der Sozialistischen Partei. 1977 ist sie Zentralsekretärin bei der «Action Féminine». 1979 wird sie in das Europäische Parlament gewählt. 1981 bis 1986 ist sie Ministerin für die Rechte der Frauen. Sie ist leider kurzfristig erkrankt. Frau alt Nationalrätin Amelia Christinat - sie war Nationalrätin von 1978 bis 1987 - wird das Referat von Frau Roudy nun vortragen. Sie kennt Frau Yvette Roudy persönlich. Mme Amelia Christinat: Je suis très sensible à l'honneur qui m'est donné de vous lire le message d'Yvette Roudy, ministre et députée à l'Assemblée nationale française, d'autant plus que j'ai eu le plaisir de faire sa connaissance lors d'un congrès international des femmes qui s'est tenu à Rome en 1967. Elle est, comme beaucoup d'entre vous, depuis longtemps sur la brèche. En votre nom, je lui souhaite un prompt rétablissement et je lui laisse la parole: Je veux d'abord vous remercier de m'avoir conviée à la «session des femmes 1991». Je suis certaine que cette initiative rencontrera un plein succès. J'en forme le souhait. C'est pour moi un honneur et une grande joie que de pouvoir célébrer avec vous ce triple anniversaire: - les 700 ans de la Confédération; - les vingt années d'application du droit de vote des femmes en Suisse; - les dix années d'inscription, dans la Constitution fédérale, de l'égalité des droits entre hommes et femmes. Ce sera, enfin, je l'espère, une nouvelle pierre portée à cet édifice auquel nous sommes tant attachées: l'égalité, dans tous les domaines, entre hommes et femmes. Vous en connaissez comme moi le chemin. Il n'existe pas, en la matière, de réel particularisme notable. La lutte des femmes, son histoire, est celle de toutes les femmes: elle a traversé et continue de traverser les continents et les pays selon un schéma immuable, fait d'avancées profondes, de reculs réels et d'espoirs, espoirs qu'il nous faut entretenir chez celles qui sont confrontées aujourd'hui à des résistances culturelles ou politiques, à une radicalisation de leur société, à une remise en cause de leurs acquis. Nous pouvons distinguer trois étapes, tout au moins au niveau de nos sociétés occidentales: - La première d'entre elles, c'est l'étape des grandes conquêtes, celle du droit politique: le droit de vote; celle de la liberté à disposer de son corps: la contraception, le droit à l'avortement.... - La deuxième étape, ce sont les lois, celles qui vont permettre d'affirmer à l'instar de votre Constitution fédérale que l'homme et la femme doivent être traités de manière égale dans tous les domaines juridiques et sociaux, ainsi qu'à tous les niveaux étatiques et que «les hommes et les femmes ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale»; celles qui vont permettre l'introduction de mesures transitoires dites «positives» afin de donner aux femmes les moyens de leur droit «à l'égalité» dans le travail - ce que l'on a appelé en France les «Plans pour l'égalité professionnelle»; celles qui leur offriront la possibilité de se retourner contre tout employeur qui ne respecterait pas la loi ainsi votée. - La troisième étape, c'est un peu celle que nous vivons, en France mais dans bien d'autres pays également, c'est l'étape de la consolidation de nos acquis, de leur application et de leur promotion. Il ne suffit pas, et vous le savez, de faire des lois. Elles sont un premier pas, marquent une volonté politique, mais s'il n'y a pas de suivi, s'il n'y a pas un important investissement des autorités et, en premier lieu, des pouvoirs publics, elles restent, trop souvent, lettre morte, mal comprises, peu connues et donc à demi appliquées. Les exemples, à cet égard, ne manquent pas. Face à ce schéma, la Suisse a toujours eu une démarche singulière, cela même si on peut la reconnaître dans l'évocation faite précédemment. Manque d'audace: les lois sur l'avortement sont fort inégalitaires et restrictives; conservatrices: en avril 1990, un canton a encore pu refuser - cas unique en Europe - le droit de vote et d'éligibilité au niveau cantonal des femmes; et avant-garde: j'ai ainsi eu sous les yeux un «lexique masculin/féminin» interne au canton de Genève, lequel fait un usage très complet des recommandations édictées par le Conseil fédéral quant à la féminisation des noms de

métiers: nous n'en sommes pas encore là en France. Mais les problèmes restent les mêmes: un pourcentage relativement faible quant à l'entrée des femmes dans la vie active (37 pour cent), une grande inégalité devant la formation et, en particulier, les études techniques, les écoles d'ingénieur. L'enjeu, nous le connaissons, il est le même partout: l'école, l'éducation. Le garçon sait qu'il aura à assumer des responsabilités quand la fille apprend à rester soumise; quand elle sait qu'elle aura, en quelque sorte, le choix et qu'il existe plusieurs modèles: celui de l'engagement professionnel, celui de la vie au foyer. Le garçon cherchera à s'affirmer, la fille restera partagée entre deux options, tenue, dans sa vie d'adulte, d'opter pour l'une ou l'autre ou de cumuler de front deux rôles à la fois. La formation, la diversification et l'égalité devant la formation, telles doivent être, ici comme ailleurs, le principal souci de celles et ceux qui veulent réellement promouvoir l'égalité entre hommes et femmes. - Dernière étape, enfin, mais celle-là, si elle est le corollaire de ce souci de formation que je viens de développer, reste encore à conquérir partout, tant les résistances qu'elle doit affronter sont héritées des siècles: le pouvoir politique à parité, la légitimité partagée de chacune et de chacun à gérer la vie de sa cité, je veux dire au-delà du symbole que constituent les quelques exceptions que nous représentons, l'ouverture réelle et durable des lieux de décision aux femmes. C'est bien là une question de société. Il n'y a rien de plus difficile que de vouloir faire évoluer les mentalités et les concepts sur une matière aussi imprégnée des traditions culturelles qui nous ont été léguées par l'histoire. Chacun en voit l'intérêt: une autre façon d'aborder le politique, de manière peut-être plus concrète, plus près des réalités. Mais l'entrée des femmes dans la politique est nécessaire, avant toute chose, parce que les femmes sont écartées du politique et que rien, au regard de l'idée que l'on se fait du progrès et de la vie publique, ne permet de justifier ce fait. Qui franchira le pas et comment le franchir? Votre Assemblée fédérale me semble, en l'occurrence, plus «féminisée» que mon Parlement français. Je m'honore cependant d'appartenir à un parti-au Parti socialiste français-qui a mis en place statutairement un pourcentage minimal de femmes dans ses instances dirigeantes et pour les élections à la proportionnelle. Aujourd'hui fixé à 30 pour cent, ce «quota» - puisque c'est le mot employé - est destiné à augmenter régulièrement. Mais c'est là une solution contraignante, un pis-aller particulièrement lourd à gérer. De fait, et comme je l'ai laissé entendre, l'Assemblée nationale française ne comporte guère plus d'une trentaine de femmes pour 577 parlementaires. La solution, elle est en nous, dans la force de nos convictions, dans notre ardeur à les défendre. Pour le reste, je m'en remets à la sagesse de vos débats. Je rencontre énormément de femmes en tant que parlementaire, mais aussi en tant que maire à Lisieux, dans le Calvados. Je sais qu'elles recherchent d'abord une écoute attentive, une marque de compréhension.

Session des femmes

## **E. 20**

7 février 1991 Vous allez adopter un certain nombre de résolutions. Je souhaite qu'elles soient empreintes de ces notions simples: l'éducation, la formation, un ouvrage de longue haleine. Car c'est bien de cela dont il s'agit: passer maintenant des droits à la réalité. Je forme des vœux pour le succès de ces rencontres et, au-delà, de vos initiatives. Permettez-moi d'ajouter, en ces temps difficiles et au seuil de cette nouvelle année, que nous formons tous ici des vœux pour la paix dans le monde, la paix dans le respect du droit. (Applaudissements) Ich möchte Ihnen zuerst für Ihre Einladung zur Teilnahme an der Frauensession 1991 herzlich danken. Ich bin sicher, dass dieser Session ein voller Erfolg beschieden sein wird. Es ist für mich eine Ehre und eine grosse Freude, mit Ihnen die-

dreifache Jubiläum zu feiern: - 700 Jahre Eidgenossenschaft; - 20 Jahre Frauenstimmrecht in der Schweiz; - 10 Jahre Verfassungsartikel «Gleiche Rechte für Mann und Frau».

Schliesslich hoffe ich, dass wir mit diesem Anlass einen weiteren Stein zum Gebäude beitragen können, an dessen Vollendung uns soviel gelegen ist: Gleichstellung von Mann und Frau in allen Bereichen. Sie kennen den Weg so gut wie ich. Es gibt in dieser Sache keine wirklichen und nennenswerten Alternativen. Der Kampf der Frauen, die Geschichte zeigt es, ist der Kampf aller Frauen: Nach einem gleichbleibenden Muster ging und geht er durch die Kontinente und die Länder, kennt er weitreichende Fortschritte, Rückschläge und Hoffnungen, Hoffnungen, die es bei jenen Frauen zu stärken gilt, die sich heute mit kulturellen oder politischen Widerständen, mit der Radikalisierung ihrer Gesellschaft oder mit der Infragestellung des Erreichten konfrontiert sehen. Wir können, zumindest in unseren westlichen Gesellschaften, drei Etappen unterscheiden: - Die erste ist die der grossen Errungenschaften, die der politischen Rechte - des Stimm- und Wahlrechts -; die der Selbstbestimmung über den eigenen Körper: Empfängnisverhütung, Rechtauf Abtreibung.... - Die zweite Etappe ist die der Gesetze, derjenigen Gesetze, die, wie es Ihre Bundesverfassung tut, festhalten, dass Männer und Frauen in allen rechtlichen und sozialen Gebieten sowie auf allen staatlichen Ebenen gleichbehandelt werden müssen und dass Mann und Frau Anspruch auf gleichen Lohn für gleichwertige Arbeit haben. Gesetze, die es ermöglichen, sogenannte «positive» Uebergangsmassnahmen einzuführen, die den Frauen die Mittel in die Hand geben, ihren Anspruch auf Gleichstellung im Erwerbsleben durchzusetzen, Uebergangsmassnahmen, die man in Frankreich unter der Bezeichnung «Plans pour l'égalité professionnelle» kennt. Gesetze schliesslich, die den Frauen die Möglichkeit geben, gegen jeden Arbeitgeber vorzugehen, der sich nicht an das Gesetz hält. - Die dritte Etappe ist die, die wir gegenwärtig erleben, in Frankreich, aber auch in vielen anderen Ländern. Es ist die Etappe der Konsolidierung, Anwendung und Förderung dessen, was wir erreicht haben. Wie Ihnen allen bekannt ist, genügt es nicht, nur Gesetze zu machen. Gesetze sind ein erster Schritt. Sie sind Ausdruck eines bestimmten politischen Willens. Wenn sie nicht umgesetzt werden, wenn sich die Behörden und vor allem die Gemeinwesen nicht für ihre Verwirklichung einsetzen, bleiben sie jedoch nur allzu oft toter Buchstabe, werden schlecht aufgenommen, sind wenig bekannt und werden somit nur halb angewendet. Beispiele dafür gibt es genug. All dem gegenüber hat die Schweiz immer eine etwas besondere Haltung eingenommen, auch wenn man sie in dem eben Dargestellten erkennen kann. Nicht sehr mutig zum einen - die Gesetze über die Abtreibung, die dem Grundsatz der Gleichbehandlung keineswegs entsprechen, sind sehr restriktiv, konservativ; im April 1990 konnte noch ein Kanton, ein Unikum in Europa, den Frauen das Stimm- und Wahlrecht in kantonalen Anlässen verweigern -, aber auch avantgardistisch zum ändern - ich habe vor kurzem das für den Kanton Genf erstellte «lexique féminin-masculin» gesehen, das in umfassender Weise die Empfehlungen des Bundesrates zur Feminisierung der Berufsbezeichnungen umsetzt: Soweit sind wir in Frankreich noch nicht. Aber die Probleme bleiben sich gleich: verhältnismässig wenig Frauen, nämlich nur 37 Prozent, die eine Erwerbstätigkeit ausüben; verbreitete Ungleichbehandlung im Bereich der Ausbildung, namentlich was die technischen und die Ingenieurschulen betrifft. Ueberall geht es um das gleiche. Schule, Erziehung: Die Knaben wissen, dass sie einmal Verantwortung wahrnehmen müssen, während die Mädchen dienen lernen. Die Mädchen sind sich bewusst, dass sie eine Wahl zu treffen haben: Berufstätigkeit oder Hausfrau. Die Knaben wollen sich bestätigen. Die Mädchen bleiben zwischen zwei Rollen hin- und hergerissen. Sie müssen sich als Erwachsene für die eine

oder andere entscheiden, es sei denn, dass sie beiden gerecht zu werden versuchen. Ausbildung, breites Bildungsangebot und gleiche Bildungschancen müssen hier wie überall Hauptanliegen aller sein, welche die Gleichstellung von Mann und Frau wirklich fördern wollen. - Ich komme zur vierten und letzten Etappe. Auch wenn sie mit den Bestrebungen für eine bessere Ausbildung eng zusammenhängt, steht sie überall noch bevor. Es setzen sich ihr Widerstände entgegen, die seit Jahrhunderten bestehen. Es ist die Etappe der Gleichstellung in der Politik, der legitimen Forderung, dass sich Bürgerinnen und Bürger gleichermaßen in die Gestaltung des politischen Lebens teilen sollen. Ich meine damit die wirkliche und dauerhafte Öffnung der Entscheidungsinstanzen für uns Frauen, und zwar über die symbolhafte Präsenz hinaus, die wir heute kennen. Es handelt sich hier um ein gesellschaftliches Problem. Nichts ist schwieriger, als Mentalitäten und Vorstellungen ändern zu wollen, die sich im Laufe der Geschichte auf einem Gebiet herausgebildet haben, das äusserst stark von kulturellen Traditionen geprägt ist. Wir sehen alle, worum es geht: um eine andere, vielleicht konkretere und wirklichkeitsnähere Art, die politischen Fragen anzugehen. Dass sich die Frauen an der Politik beteiligen, ist eine Notwendigkeit, denn die Tatsache, dass sie vom politischen Leben ferngehalten werden, lässt sich durch nichts rechtfertigen und entspricht in keiner Weise der Idee, die wir uns von Fortschritt und öffentlichem Leben machen. Wie sind die Hindernisse zu überwinden, und wer macht den entscheidenden Schritt? In Ihrem Parlament scheinen mir die Frauen eine grössere Rolle zu spielen als in unserer Nationalversammlung. Ich bin jedoch stolz darauf, Mitglied einer Partei - der Sozialistischen Partei Frankreichs - zu sein, die in ihren Statuten für die Vertretung der Frauen in ihren leitenden Organen und auf den Listen für die Proporzahlen einen Mindestanteil festgesetzt hat. Diese Quote beträgt heute 30 Prozent und soll schrittweise erhöht werden. Der Massnahme haftet jedoch etwas Erzwungenes an, es ist eine Notlösung, deren Anwendung einige Schwierigkeiten macht. In der Tat zählt die französische Nationalversammlung, wie ich dies bereits angetönt habe, kaum mehr als 30 Frauen unter 577 Abgeordneten. Die Lösung liegt in unseren Händen, in der Kraft unserer Überzeugungen und im Elan, mit dem wir für sie eintreten. Im übrigen vertraue ich auf Ihren Sinn für vernünftige Lösungen, den Sie in die Debatten einbringen. Als Parlamentarierin, aber auch als Bürgermeisterin von Lisieux im Calvados komme ich mit sehr vielen Frauen in Kontakt. Was sie vor allem wollen, ist - dies hat meine Erfahrung gezeigt -, dass man ihnen aufmerksam zuhört und Verständnis entgegenbringt. Sie werden einige Beschlüsse fassen. Ich wünsche mir, dass sie von diesen einfachen Begriffen geprägt sind: Erziehung, Ausbildung - eine Aufgabe, die viel Zeit beanspruchen wird. Denn darum geht es heute: den Schritt zu machen von der rechtlichen zur wirklichen Gleichstellung. Ich wünsche Ihrer Veranstaltung wie auch all Ihren Initiativen viel Erfolg. Ich möchte aber auch zu Beginn dieses Jahres, in dieser schweren Zeit, noch sagen, wie sehr wir alle wünschen, dass es Frieden gibt in der Welt, einen Frieden, in dem das Recht respektiert wird.

7. Februar 1991

## **E. 21**

Frauensession Präsidentin: Die nächste Referentin ist Frau Franca Magnani. Sie ist Publizistin und bei uns bekannt durch ihre engagierten und fundierten Beiträge als ehemalige Italien-Korrespondentin der ARD. Die Politik hat ihr Leben von Anfang an bestimmt. Ihre Familie musste unter Mussolini in die Schweiz emigrieren. Ihr Ehemann, Valdo Magnani, wurde von den italienischen Kommunisten und Sozialisten jahrelang als

Verräter bezeichnet. Von diesen politischen Spannungsfeldern handelt auch ihr kürzlich veröffentlichtes Buch mit dem Titel «Eine italienische Familie». Signora Franca Magnani: Un ricordo personale mi permette di partecipare con particolare soddisfazione a questa sessione di donne nel quadro dei festeggiamenti per il 700esimo anniversario della Confederazione elvetica. La celebrazione di oggi richiama infatti alla mia mente un precedente anniversario: Il 650esimo del famoso Rütlichschwur. Cadeva nell'anno 1941: uno degli anni più cupi della Seconda guerra mondiale. La Svizzera era circondata dalle forze liberticide dell'asse ed era in giuoco la sopravvivenza stessa della Confederazione elvetica. Anche in quell'occasione mi trovavo fra voi e con voi, e non era casualmente: sono figlia di profughi politici italiani che si erano rifugiati in Svizzera, e dunque ho frequentato le vostre scuole. Da qui deriva del resto quel rapporto particolare che ho con voi e con l'Elvezia, un rapporto d'affetto che mi impedisce di essere una semplice spettatrice nei vostri confronti. Mi sento sempre partecipe e coinvolta in tutto quello che vi riguarda. Non so quante delle donne qui presenti appartengano alla mia generazione e quindi ricordino il modo con il quale le autorità scolastiche solennizzarono allora quell'evento del 650esimo anniversario. Esse distribuirono ad ogni alunno un volumetto -eccolo, non so quanti di voi lo ricordano ancora-dal titolo significativo dato i tempi «Standhaft und getreu» (fermi e fedeli) con un evidente richiamo ai doveri di tutti in quel momento. La prima frase nell'introduzione di Philipp Etter di quel libretto recita: «An die freigebohrne Jugend eines freien Landes.» La nobiltà dell'espressione e dell'intento erano fuori discussione. Ma tra alcune di noi ragazze - avevamo allora 15 anni ed eravamo fortemente polemiche - serpeggiava il dubbio sulla legittimità della definizione «Paese libero» o «democrazia», riferita ad una nazione in cui solo una parte dei cittadini - e precisamente quella maschile - godeva del diritto di voto. Ricordo come fra noi scolare scoppiassero sul tema del voto alle donne discussioni appassionate e liti furibonde. Eravamo divise in due campi distinti e opposti: in uno stavano le favorevoli al voto - ci contavamo sulle dita di una mano, eravamo pochissime - nell'altro si collocavano quelle contrarie - erano la grande maggioranza. Esse giustificavano il loro atteggiamento con un'argomentazione che mi lasciava sgomenta. «... rifiutamo il voto perché altrimenti Verluret mir eusi Wiblichkeit!» (perderemmo la nostra femminilità) (Allegria), dicevano. Tanta acqua è passata da allora sotto i ponti, anche svizzeri. Festeggiamo dunque questi due anniversari - il 20esimo dal voto ed il decimo dalla partita di diritti alle donne, come beni fondamentali della democrazia svizzera. Naturalmente i problemi legati alla condizione della donna non sono risolti con questo, tutt'altro - né da voi, né da noi. Il divario che corre tra la legalità e la realtà è profondo, profondissimo. Le donne sono la maggioranza nella società, ma sono una maggioranza senza potere: tant'è che l'accesso alle leve del potere è tutt'ora privilegio degli uomini. Nella mia carriera di giornalista non mi è mai accaduto di avere come «superiore» una donna, sempre uomini, ad eccezione di una volta quando lavoravo come redattrice per una rivista femminile. Le decisioni nei posti chiave - dall'economia ai media, dall'amministrazione alla politica e alla finanza-vengono quasi esclusivamente prese da uomini. Sorge quindi spontanea ed immediata la speranza che nell'Elvezia degli anni '90 venga colmato il divario tutt'ora esistente tra legalità e realtà nel mondo della donna, meta del resto auspicabile anche per gli uomini. In Italia il processo di emancipazione è stato, in rapporto a quello di altri Paesi europei come la Francia o la Germania, dove era iniziato prima, molto più rapido e più tumultuoso. Sono state le donne in Italia che hanno effettuato, dopo la Seconda guerra mondiale, la vera rivoluzione del costume italiano. Inoltre, in Italia a beneficiare di determinati diritti conquistati dalle donne e per le donne sono stati in alcuni casi anche gli

uomini. Fece molto scalpore negli anni 70 un accordo rag- giunto in proposito alla Pirelli. Le donne riuscirono in quel caso a fare abbassare il peso della mercé che dovevano trasportare e sollevare nell'ambito delle loro mansioni da 25 kg a 15 kg. Questa norma dovette per legge essere estesa in un secondo tempo agli uomini. Emancipazione femminile e emancipazione maschile sono del resto sempre strettamente collegate - sia nel privato sia nel pubblico. In Italia in base alla legge sulla parità è consentito per esempio al padre di assentarsi dal lavoro per sostituirsi alla madre nella cura del bambino durante i primi sei mesi di vita. Questo permette il sorgere di un nuovo senso di paternità, già nei primi mesi di vita di un bambino, ed un nuovo rapporto di cooperazione e di solidarietà tra madre e padre. Noi tutte sap- piamo, noi che siamo mamme e mogli e lavoriamo, quanto sia difficile combinare tutte e tre le cose insieme. Per cui auspico che in una Elvezia futura ogni madre che lo desideri possa continuare a svolgere la sua attività professionale, ma che nes- suna donna che non ne senta il desiderio, sia, per ragioni eco- nomiche, costretta a farlo. Nella celebrazione di questi vostri festeggiamenti dei 700 più 20 più 10 scorgo una particolarità: mi sembra di avervi colto un invito alla riflessione, uno sguardo più rivolto al futuro che una celebrazione del passato storico. Forse non è casuale. Allo sguardo di un visitatore, sia pure superficiale, la Svizzera non appare più quell'isola che era decenni fa, non è più un caso a sé. Tra molte svizzere e svizzeri avverto le stesse inquietudini - anche se di dimensioni diverse - che scuotono gli altri Paesi dell'occidente europeo: droga, criminalità, scandali finanziari, corruzione, paura del disastro ecologico, crisi generale dei va- lori. Mi pare che mai le svizzere e gli svizzeri si siano tanto interro- gati sul proprio futuro come oggi, che non si siano mai tanto messi essi stessi in discussione. E l'Europa che bussa anche alle porte della Svizzera. Un Europa che esige decisioni e leggi comuni per affrontare problemi comuni: basti pensare alla massiccia immigrazione extracomunitaria di donne e di uo- mini dall'area extracomunitaria. Non so davvero immaginare come si possa risolvere un problema umano, sociale ed eco- nomico di tale portata se non su base europea. Pertanto tra le «Visionen für Helvetia», intesi come voti che for- mulo per gli anni '90 di questo Paese vi è anche quello della sua integrazione europea. A quelle svizzere ed agli svizzeri che mi sono parsi a volte scettici e titubanti al riguardo, vorrei ricordare ciò che scriveva già nel corso della Prima guerra mondiale un grande spirito svizzero, il teologo pacifista Leon- hard Ragaz. «La democrazia svizzera» - diceva Ragaz - «deve trovare la forza di trasformarsi, di evolvere, di perfezionarsi.... la neutralità non può costituire un mantello buono contro ogni intemperia, il mezzo unico di salvaguardare l'indipendenza ed il benessere di un mondo che si trasforma. Se nel nuovo mondo che sta creandosi la Svizzera vuole mantenere la sua originalità e conservare il posto che le compete, deve spo- gliarsi di certe tracce di egoismo particolari ad alcune catego- rie dei suoi cittadini, ed accompagnare un intelligente e sa- gace realismo con un più largo soffio d'idealismo morale e so- ciale ....» A questo punto mi sia concesso di rivolgere un invito alle donne svizzere. Fate sentire la vostra voce, fate valere il vostro peso, affinché la Svizzera porti all'Europa l'esperienza unica della sua tradizione federalista che ha consentito ad etnie e culture tanto diverse di collaborare insieme per il bene di tutti, e quindi anche per la pace. Voi donne contribuirete così allo sviluppo di una coscienza democratica e federalistica dentro la Comunità. L'identità svizzera non solo non si perderebbe, bensì raggiungerebbe una nuova dimensione europea. Ve lo auguro, e me lo auguro. (Applauso) Wenn ich an dieser Frauensession zum 700. Geburtstag der Eidgenossenschaft mit innerer Bewegtheit und Freude teil-

Session des femmes

## E. 22

7 février 1991 nehme, so liegt der Grund dafür in einer persönlichen Erinnerung. Tatsächlich erinnert mich dieses Jubiläum an einen anderen Jahrestag: den 650. Jahrestag des Rütlichschwures. Er fiel auf das Jahr 1941, eines der düstersten Jahre des Zweiten Weltkrieges. Die Schweiz war umgeben von den Achsenmächten, die jede Freiheit niederwalzten. Nichts weniger als die Existenz der Eidgenossenschaft stand auf dem Spiel. Auch damals war ich unter Euch und teilte Eure Gefühle. Es war kein Zufall: Ich bin die Tochter italienischer Eltern, die als politische Flüchtlinge in der Schweiz Zuflucht gesucht hatten. Ich besuchte damals Eure Schulen. Deshalb meine besondere Beziehung zur Schweiz, eine herzliche Verbundenheit, die mir verbietet, mich Euch gegenüber nur als Zuschauerin zu fühlen. Ich fühle mich vielmehr mit einbezogen in alles, was Euch betrifft. Ich weiss nicht, wie viele der hier anwesenden Frauen meiner Generation angehören und sich somit daran erinnern, auf welche Weise die Schulbehörden damals jenes Ereignis mit den Schülerinnen und Schülern feierten. Sie verteilten an alle ein Bändchen - hier ist es - mit dem für die damalige Zeit bezeichnenden Titel «Standhaft und getreu», das vor allem an die Pflichten erinnerte, die in jenem Moment allen aufgetragen waren. Im ersten Satz der Einleitung wandte sich Philipp Euer an «die freigeborene Jugend eines freien Landes». Die Würde dieser Anrede und die Absicht, die damit verbunden war, standen ausser Zweifel. Aber einige von uns Mädchen - wir waren damals 15 Jahre alt und voller Widerspruchsgeist - zweifelten daran, ob man eine Nation als freies Land bezeichnen könne, die nur einem Teil des Volkes - nämlich nur den Männern - das Stimm- und Wahlrecht zugestand. Ich erinnere mich daran, welche leidenschaftliche und hitzige Diskussion das Frauenstimmrecht damals unter uns Schülerinnen auslöste. Wir waren gespalten in zwei Lager: Im einen standen die Befürworterinnen - man konnte sie an einer Hand abzählen -, im anderen die Gegnerinnen - sie bildeten die grosse Mehrheit. Sie rechtfertigten ihre Haltung mit einem Argument, das mich erschütterte. Sie sagten: «Wir lehnen das Frauenstimmrecht ab, sonst 'verlütet mir eusi Wiblichkeit'.» Und sie glaubten das tatsächlich. Inzwischen ist viel Wasser den Rhein hinuntergeflossen. Und auch in der Schweiz hat sich einiges verändert, so dass wir heute 20 Jahre Frauenstimmrecht und 10 Jahre «Gleiche Rechte für Mann und Frau» als grundlegende Elemente der schweizerischen Demokratie feiern können. Natürlich sind damit noch nicht alle Probleme im Zusammenhang mit der Stellung der Frau in unserer Gesellschaft gelöst, ganz im Gegenteil. Und zwar weder bei Euch noch bei uns. Die Kluft zwischen Recht und Wirklichkeit ist gross. Die Frauen stellen die Mehrheit in der Gesellschaft, aber es ist eine Mehrheit ohne Macht, denn der Zugang zu den Hebeln der Macht ist immer noch den Männern vorbehalten. In meiner Karriere als Journalistin habe ich nie eine Vorgesetzte gehabt - immer waren es Männer, ausgenommen in der Zeit, als ich als Redakteurin für eine Frauenzeitschrift arbeitete. Die Entscheidungen in den Schlüsselpositionen - der Wirtschaft, der Medien, der Verwaltungen, in der Politik und in der Finanzwelt - werden sozusagen ausschliesslich von Männern getroffen. Die Hoffnung, dass in der künftigen Schweiz der Graben, der für die Frauen zwischen Recht und Wirklichkeit immer noch besteht, aufgefüllt werde, ist somit rein spontan und unmittelbar. Eine Hoffnung auf ein Ziel, das übrigens auch für die Männer erstrebenswert wäre. In Italien setzte der Emanzipationsprozess später ein als beispielsweise in Frankreich und Deutschland. Er verlief aber schneller und ungestümer. Neben dem Fernsehen, das Italien auch in sprachlicher Hinsicht geeint hat, sind es die Frauen, welche nach dem Zweiten Weltkrieg das Leben in Italien entscheidend verändert haben. Ich erinnere mich daran, dass in Italien einige Rechte, welche Frauen für

Frauen errungen haben, auch den Männern zugute gekommen sind. Grosses Aufsehen erregte in den siebziger Jahren eine Vereinbarung bei Pirelli. Die Frauen setzten durch, dass das Gewicht der Lasten, die sie transportieren und heben mussten, von 25 auf 15 kg gesenkt wurde. In einem weiteren Schritt wurde diese Vorschrift durch Gesetz auf die Männer ausgedehnt. Ueberhaupt sind Emanzipation der Frauen und Emanzipation der Männer immer eng miteinander verbunden. In Italien gibt heute das Gesetz über die Gleichstellung dem Mann die Möglichkeit zu einem Vaterschaftsurlaub, der ihm erlaubt, das Kind während den ersten sechs Monaten anstelle der Mutter zu pflegen und zu betreuen. Auf diese Weise können schon von Anfang an ein neues Vatergefühl und eine neue Dimension in der Partnerschaft und in der Solidarität zwischen Mutter und Vater entstehen. Wir alle wissen, wie schwierig es ist, die Aufgaben als Mutter, Ehefrau und Berufstätige auf einen Nenner zu bringen. Deshalb hoffe ich, dass in einer künftigen Schweiz jede Mutter, die es wünscht, ihre Berufstätigkeit weiterführen kann und dass keine Frau, die das nicht möchte, dazu gezwungen wird. An den Feiern zu Eurem dreifachen Jubiläum - 700, 20 und 10 Jahre - fällt mir etwas Besonderes auf. Ich glaube, darin eine Einladung zu sehen, die Einladung zum Nachdenken und die Aufforderung, den Blick mehr in die Zukunft zu richten, als die Geschichte zu feiern. Vielleicht ist das kein Zufall. Dem Besucher erscheint die Schweiz, auch wenn er nur einen oberflächlichen Blick auf sie wirft, nicht mehr als das Land, das sie noch vor einigen Jahrzehnten war. Sie ist nicht mehr eine Insel und nicht mehr ein Sonderfall. Ich stelle fest, dass viele Schweizerinnen und Schweizer - wenn auch in unterschiedlicher Weise - von den gleichen Sorgen bedrängt werden wie die Bürgerinnen und Bürger der ändern westeuropäischen Länder. Ich denke hier an die Drogen, an die Kriminalität, an Finanzskandale und Korruption, an die Angst vor der Zerstörung der Umwelt, an die allgemeine Wertkrise. Deshalb gehört zu den «Visionen für Helvetia», die ich als Wunsch für die Zukunft der Schweiz verstehe, auch der Wunsch nach ihrer Integration in Europa. Den Schweizerinnen und Schweizern, die in dieser Frage skeptisch sind und zögern, möchte ich in Erinnerung rufen, was ein grosser schweizerischer Denker, der Theologe Ragaz, schon während des Ersten Weltkrieges geschrieben hat. «Die schweizerische Demokratie» - sagte er - «muss die Kraft finden, sich zu verändern, sich weiterzuentwickeln und sich zu vervollkommen... Die Neutralität kann nicht ein guter Mantel sein, der uns vor jedem Wetter schützt, das einzige Mittel, die Unabhängigkeit und die Wohlfahrt in einer Welt zu bewahren, die sich verändert. Wenn die Schweiz in der neuen Welt, die jetzt entsteht, ihre Eigenständigkeit bewahren und ihren Platz behalten will, muss sie sich von gewissen Egoismen, die einigen Kategorien ihrer Bürger anhaften, befreien und einen intelligenten und klugen Realismus mit einem grossmütigen moralischen und sozialen Idealismus verbinden ....» Soweit Leonhard Ragaz. An diesem Punkt möchte ich an die Schweizer Frauen eine Aufforderung richten, die gleichzeitig auch Wunsch für die Zukunft der Schweiz ist: Lasst Eure Stimme hören, macht Euren Einfluss geltend, damit die Schweiz die einzigartige Erfahrung ihrer föderalistischen Tradition in Europa einbringen kann, eine Erfahrung, die es so unterschiedlichen Volksgruppen und Kulturen erlaubt hat, gemeinsam zum Wohl aller und damit für den Frieden zusammenzuarbeiten. Ihr Frauen werdet so zur Entwicklung eines demokratischen und föderalistischen Bewusstseins in der Gemeinschaft Europas beitragen. Die Schweiz würde damit nicht nur ihre Identität nicht verlieren, sondern vielmehr noch eine neue, eine europäische Dimension hinzugewinnen. Ich wünsche es Euch - und wünsche es mir. Un souvenir personnel me permet de participer avec un plaisir tout particulier à cette session des femmes organisée à l'occasion du 700e anniversaire de la Confédération helvétique. La cérémonie de ce jour

me rappelle en fait une précédente commémoration. Le 650e anniversaire du serment du Rutli tombait en 1941, une des années les plus sombres de la Seconde Guerre mondiale. La Suisse était entourée par les forces liberticides de l'Axe. La survie même de la Confédération helvétique était en jeu. Or, je me trouvais alors aussi parmi vous. Et ce n'était pas un hasard: en effet, je suis fille de réfugiés politiques italiens, qui avaient trouvé asile en Suisse. Je fréquentais vos écoles. C'est de là que datent mes rapports particulièrement affectueux avec l'Helvétie. Ces sentiments d'affection m'empêchent d'être une simple spectatrice de votre pays. Je me sens donc participante, impliquée dans ce qui s'y passe et qui vous touche.

7. Februar 1991

### **E. 23**

Frauensession J'ignore combien, parmi les femmes ici présentes, appartiennent à ma génération et se souviennent de la façon dont les autorités scolaires avaient marqué cette occasion solennelle à l'intention des écoliers. Elles avaient distribué une brochure - la voici - au titre chargé de sens, compte tenu des circonstances d'alors: «Standhaft und getreu», «Fermes et fidèles», «Fermi e fedeli». C'était un évident appel au devoir destiné à tous. La phrase introductive de Philipp Euer s'adressait «Aux jeunes nés libres dans un pays libre». La noblesse de l'intention et du style étaient indiscutables. Mais quelques-unes d'entre nous, jeunes filles de 15 ans dotées d'un esprit polémique, éprouvaient un doute sur la légitimité de l'expression «pays libre», sachant qu'elle désignait une nation où seule une partie des citoyens - ceux du genre masculin - jouissait du droit de vote. Je me remémore les discussions passionnées et les querelles enflammées que suscitait le thème du suffrage féminin chez les écolières que nous étions. Nous étions divisées en deux camps adverses: certaines d'entre nous - on aurait pu les compter sur les doigts d'une main - étaient favorables au droit de vote pour les femmes, tandis que les autres - la grande majorité - y étaient opposées. Elles justifiaient leur refus par des arguments qui me laissaient toute médusée: «Nous ne voulons pas du droit de vote parce qu'il nous ferait perdre notre féminité....» Et elles le croyaient vraiment. Beaucoup d'eau a coulé depuis sous les ponts, y compris ceux de la Suisse. Et nous fêtons aujourd'hui deux anniversaires: le vingtième du vote sur le suffrage féminin et le dixième de l'acceptation de l'égalité des droits de l'homme et de la femme. Il s'agit là de deux valeurs fondamentales de la démocratie suisse. Certes, les problèmes liés à la condition féminine n'en sont pas tous résolus pour autant, bien au contraire. Ni dans votre pays, ni dans le nôtre. Le fossé qui sépare la légalité de la réalité est profond. Si les femmes sont majoritaires dans la société, elles sont une majorité privée de pouvoir, tant il est vrai que l'accession aux leviers du commandement reste le privilège des hommes. Dans ma carrière de journaliste, je n'ai jamais eu de femme pour chef, à une exception près: lorsque j'étais rédactrice à une revue féminine. Les postes clés, ceux auxquels se prennent les décisions - qu'il s'agisse de l'économie, des médias, de l'administration, de la politique ou de la finance - sont presque exclusivement occupés par des hommes. Il est donc naturel de nourrir l'espoir d'une Helvétie future où sera comblé le fossé qui sépare encore la légalité de la réalité dans le monde des femmes. Ce but est d'ailleurs souhaitable aussi pour les hommes. En Italie, le processus de l'émancipation féminine a été plus rapide et plus tumultueux que dans d'autres pays européens, comme la France et l'Allemagne, où il a commencé plus tôt. En même temps que la télévision, qui a unifié l'Italie sur le plan linguistique, ce sont les femmes qui, après la Seconde Guerre mondiale, ont le plus transformé les moeurs italiennes. En Italie, les bénéficiaires des droits

conquis par les femmes et pour les femmes ont été parfois aussi des hommes. Je pense par exemple à un accord conclu avec l'entreprise Pirelli et qui a fait beaucoup de bruit dans les années septante. Les femmes avaient obtenu qu'on abaisse la charge qu'elles devaient transporter de 25 à 15 kg. Or, cette norme a été ensuite étendue par la loi également aux hommes. D'ailleurs, émancipation féminine et émancipation masculine sont étroitement liées. Ainsi, en Italie, en vertu de la loi sur l'égalité, le père a le droit de s'absenter du travail afin de remplacer la mère pour les soins au bébé pendant les premiers mois de sa vie. Ainsi naît un nouveau sentiment de paternité dès les premiers mois de l'existence du nourrisson, et un nouveau rapport de coopération et de solidarité s'établit entre père et mère. Nous savons toutes combien il est difficile de trouver un dénominateur commun aux tâches de la mère, aux tâches de l'épouse et aux tâches professionnelles. C'est pourquoi je souhaite que, dans l'Helvétie future, chaque mère qui le désire puisse poursuivre sa carrière, mais je souhaite aussi qu'aucune femme ne soit contrainte à le faire contre sa volonté. Dans votre façon de célébrer les 700e, 20e et 10e anniversaires auxquels je faisais allusion tout-à-l'heure, je relève une particularité. Il me semble y avoir perçu une invitation à la réflexion, un regard tourné vers l'avenir, plutôt qu'une commémoration du passé historique. Ce n'est peut-être pas un hasard. Aux yeux d'un visiteur, même superficiel, la Suisse n'est plus ce qu'elle était il y a quelques décennies. Elle n'est plus une île, un cas à part. Chez beaucoup de Suisses et de Suissesses, je perçois les mêmes inquiétudes - même si elles revêtent des formes différentes - que dans d'autres pays d'Europe occidentale: drogue, criminalité, scandales financiers, corruption, peur d'un désastre écologique, crise générale des valeurs. Je crois que jamais les Suisses et les Suissesses ne se sont tant interrogés sur leur propre avenir, ne se sont tant remis eux-mêmes en question. Et l'Europe frappe aussi aux portes de la Suisse. Une Europe qui nécessite des lois et des décisions communes, pour affronter les problèmes communs. Que l'on songe par exemple à l'immigration massive en provenance de l'aire extra-communautaire. Je n'arrive pas à imaginer que l'on puisse résoudre un problème humain, social, économique d'une telle ampleur, autrement qu'à l'échelle européenne. C'est pourquoi, dans ma vision du futur pour l'Helvétie, parmi les vœux que je formule pour l'avenir de ce pays, il y a aussi le souhait de son intégration dans l'Europe. Aux Suisses et aux Suissesses qui paraissent sceptiques et hésitants à cet égard, j'aimerais rappeler ce qu'écrivait déjà pendant la Première Guerre mondiale un grand esprit helvétique, le théologien Leonhard Ragaz. «La démocratie», affirmait-il, «doit trouver la force de se transformer, d'évoluer, de se perfectionner... La neutralité ne doit pas être simplement un manteau contre les intempéries, l'unique moyen de sauvegarder son indépendance et son bien-être dans un monde en mutation. Si la Suisse veut garder son originalité et la place qui est la sienne dans le nouveau monde en train de se créer, elle doit se débarrasser des traces de l'égoïsme particulier à certaines catégories de citoyens, et joindre à un intelligent et sagace réalisme un plus large souffle d'idéalisme moral et social.» Voilà ce que disait Leonhard Ragaz à cette époque. En guise de conclusion, j'aimerais adresser une invitation aux femmes suisses qui est en même temps un souhait pour l'avenir de l'Helvétie: faites entendre votre voix, faites sentir votre force, afin que la Suisse apporte à l'Europe l'expérience unique de sa tradition fédéraliste, qui a permis à des ethnies et des cultures si différentes de coopérer pour le bien de tous, et donc pour la paix. Vous, les femmes, vous contribuerez ainsi au développement d'une conscience démocratique et fédéraliste au sein de la Communauté. Non seulement l'identité helvétique ne se perdrait pas: elle acquerrait ainsi une nouvelle dimension, une dimension européenne. C'est ce que je vous souhaite et que je nous souhaite. Präsidentin: Die

«Visionen für Helvétia» aus deutscher Sicht wird uns Frau Dr. Hildegard Hamm-Brücher überbringen. Auch am Anfang ihrer Karriere stand die Politik. 1948, als 27jährige, wurde sie als weitaus jüngste Stadträtin ins Münchener Stadtparlament gewählt. Zwei Jahre später gelang ihr der Sprung in den Bayerischen Landtag. 1969 wurde sie als Staatssekretärin ins Bundesministerium für Bildung und Wissenschaft berufen, 1976 in den Deutschen Bundestag gewählt. Als FDP-Abgeordnete hat sie sich weit über Deutschland hinaus einen Namen gemacht. Frau Hildegard Hamm-Brücher: Mir obliegt es nun, nach diesen gehaltvollen Ansprachen als quasi dienstälteste Politikerin in dieser Runde - wie Sie hörten, stehe ich beinahe mehr als zweimal so lange, als Sie Ihr Frauenstimmrecht errungen haben, aktiv im politischen Leben - zu versuchen, ein wenig zu resümieren und zusammenzufassen, was meine Vorrednerinnen hier gesagt und vor allem gedacht haben. Es ist wunderbar, dass es fast in meine Visionen, die ich Ihnen jetzt vortragen möchte, einmündet. Es ist Ihnen vielleicht schon aufgefallen, dass «die Nation» weiblich ist. Die Frauengestalten Helvétia, Germania, Marianne, Britannia, Italia, Europa haben von Alters her grosse Symbolkraft. Das hat sich sogar die Werbung zunutze gemacht. So habe ich zum Beispiel die schöne - übrigens nicht aus Stein gemeisselte, sondern eine schöne, elegante - Helvetia vor nicht langer Zeit als attraktive Schaffnerin verkleidet als Werbespot für die SBB an Schweizer Plakatwänden be-

Session des femmes

#### **E. 24**

7 février 1991 staunt; Sie sicher auch. Helvetia sozusagen mit Signalwirkung. Aber auch andere nationale Frauengestalten dienen im Ernst wie im Scherz als Emblem nationaler Identität und damit der Suggestion. Solcherlei Suggestion stimmt jedoch mit der politischen Wirklichkeit nirgends überein: Weder die Helvetia noch die Germania, weder die Marianne noch die Italia, von der Europa ganz zu schweigen, bestimmen in unseren politischen Gemeinwesen die Fahrtrichtung, stellen die Weichen, bringen Züge zum Halten oder in Fahrt. Das besorgen nach wie vor die Teils und die Wilhelms und die Napoleons, um nicht in Namen dieses Jahrhunderts zu verfallen. Tatsache ist erstens, meine lieben Frauen: Der Staat - «der Staat» - ist nach wie vor männlich geblieben. Männlich bis auf die Knochen. Daran hat sich trotz Frauenwahlrecht, rechtlicher Gleichstellung und einem höheren Politikerinnenanteil in Parteien und Parlamenten kaum etwas geändert. Tatsache ist zweitens: Wir Frauen machen in unseren Gesellschaften zwar über die Hälfte der Bevölkerung aus; wir sind auch - zumindest formal - mit gleichen Rechten und Pflichten ausgestattet; keineswegs haben wir aber noch das entsprechende politische und gesellschaftliche Gewicht hinzugewonnen. Im Staat und in der Politik, in allen öffentlichen Angelegenheiten, dominieren nach wie vor männliche Regeln, sind politisches Denken und Handeln männlich bestimmt, und wirkliche Partnerschaft ist immer noch ein Fremdwort. Daran konnten Politikerinnen bisher nichts Entscheidendes ändern. Tatsache ist drittens: Obwohl immer mehr Frauen bereit sind - gleich ob in der Schweiz, in Frankreich, in Deutschland, in England, in Italien -, sich vor den Karren der Politik zu spannen, sind sie in der Regel nach einiger Zeit desillusioniert. Das wird sicher morgen in den Arbeitsgruppen auch zum Ausdruck kommen. Sie fühlen sich eher mitgezogen, als dass sie selber die Richtung und das Ziel mitbestimmen können. Tatsache ist viertens: Lieber dem immer raffinierter und immer trickreicher werdenden Geschäft, Einfluss, Macht und Mehrheiten zu sichern, bleiben die Prinzipien und Ideale der Demokratie - der wir doch alle mit voller Ueberzeugung Erfolg und eine weitere Entwicklung wünschen - zunehmend

auf der Strecke. Ja, und das ist fast alles, was Bürgern - und hier vor allem Frauen und jüngeren Menschen - auch im öffentlichen Leben wichtig ist: Zuverlässigkeit und Glaubwürdigkeit, Uebereinstimmung von politischem Denken, Reden und Handeln und eine erträgliche politische Streitkultur. Diese Enttäuschung erzeugt bei immer mehr Bürgerinnen und Bürgern Verdrossenheit, manchmal Entfremdung zur Demokratie als Staatsform. Und alle Politiker, alle Parteien in unseren Demokratien bekommen das zunehmend zu spüren. Die Gretchenfrage, ob und wie sich das ändern, zumindest wie sich das bessern lässt, wird in allen westlichen Demokratien mit zunehmender Dringlichkeit gestellt, aber noch nicht einmal in Ansätzen beantwortet - auch von uns Politikerinnen bisher nicht. Viele von uns, die wir nun in Parteien und Parlamenten mitarbeiten, leiden darunter. Aber selbst wenn wir uns dort Positionen erkämpft haben - zumeist als Einzelkämpferinnen - und an den vorher genannten Fehlentwicklungen und Verwilderungen leiden: bisher haben wir daran kaum wirklich etwas ändern können. Das gilt für uns alle - für Schwester Helvetia, die Siebenhundertjährige, ebenso wie für uns, die älteren Schwestern Germania und Marianne. Soweit meine sehr verkürzte, vielleicht zugespitzte Bestandaufnahme, die das Ergebnis meiner über vierzigjährigen politischen Erfahrung ist. Was aber sollen wir tun? Sollen wir uns mit der Situation abfinden? Sollen wir uns anpassen? Sollen wir so tun, als liefere doch alles recht gut für uns Frauen? Oder sollen wir vielleicht doch Visionen entwickeln dort, wo Revisionen so dringend nötig sind? Dafür möchte ich nun plädieren. Hier setzt meine Zukunftsvision ein, die gleichfalls nicht nur für Helvetia bestimmt ist, vielmehr grenzüberschreitend für alle Schwestern, die sich mit dem bisher Erreichten nicht zufriedengeben wollen, die mehr und etwas anderes bewirken wollen, als männliche Politik samt ihren Riten einfach nur zu kopieren oder mitzulaufen, um sich behaupten zu können. Deshalb habe ich meine Vision über den künftigen Auftrag der Frauen in unseren Demokratien in drei Dimensionen geordnet. Das soll heißen, ich möchte unser weiteres Nachdenken nicht in luftleeren und realitätsfernen Räumen ansiedeln. Ich möchte sie vielmehr so hand- und so standfest wie möglich zur täglichen Nutzanwendung formulieren: breit und hoch, aber auch mit der nötigen Tiefe. Die erste Dimension meiner Vision betrifft unser Selbstverständnis. Unser Selbstverständnis für unsere derzeitige Situation und für eine bessere Fundierung unserer Positionen und Qualifikationen im Umgang mit männlicher Macht und Uebermacht. Wir müssen lernen und es wagen, uns in die eigentlichen politischen Macht- und Entscheidungsprozesse wirklich einzubringen. Das erfordert allerdings noch weit mehr politische Sachkompetenz und politischen Durchblick, als wir bisher im allgemeinen erworben haben, vor allem in den Politikbereichen, in die wir bisher noch kaum eingedrungen sind. Ich meine die Aussen- und die Sicherheitspolitik, den Nord-Süd-Konflikt, die technologischen Umwälzungen, die Mitbestimmung bei Partei- und bei Regierungsprogrammen. Mit anderen Worten: Wir müssen heraus aus dem Ghetto von Frauenfragen und hinein in die eigentlichen Zentren politischer Entscheidungen. Wir müssen lernen, uns in alle Entscheidungsprozesse sachkundig einzumischen, Fehlentwicklungen und Defizite beim Namen zu nennen und - vor allem - auf die Einhaltung von Spielregeln zu bestehen. Hier liegen die eigentlichen Defizite auf dem Wege zur Vollendung der Gleichstellung von Männern und Frauen. Und diese Defizite müssen gemeinsam überwunden werden. Ich weiss sehr wohl, dass wir Frauen es ein gerüttelt' Mal schwerer haben als Männer, weil es uns oft an Einblick, an Erfahrung und vor allem an den für die Männer so berühmten Seilschaften fehlt; weil unser Weg in öffentliche Verantwortung noch kaum gespurt ist und weil er infolge unserer Doppelbelastung auch sehr viel mühsamer ist. Frauen brauchen

also - neben gesetzlichen Absicherungen - mehr grundlegendes politisches Wissen, also noch mehr Sachverstand. Zur Erreichung dieses Zieles könnten Partei- und Organisationsgrenzen überschreitende Frauenbündnisse wie vielleicht auch länderübergreifende Frauenbündnisse weiterhelfen. In der Bundesrepublik Deutschland haben wir vor einem Jahr zum ersten Mal ein solches Frauenbündnis über Parteigrenzen hinaus geschlossen, in die konfessionellen und in die Frauenorganisationen hinein, und seither bereits einige Belastungsproben, aber auch einige Erfolgserlebnisse hinter uns. Obgleich wir als Parteifrauen in Einzelfragen oft sehr unterschiedliche Meinungen vertreten, suchen wir in Grundsatzfragen Konsens und mischen uns im vorher beschriebenen Sinne ein. Wir sprechen mit einer Stimme und bilden ein Gegengewicht zur offiziellen Politik. So gehen wir gegen wiedererwachenden Rechtsradikalismus, Antisemitismus und gegen Fremdenfeindlichkeit vor. Wir wollen auch bei den anstehenden Verfassungsfragen oder Demokratiedefiziten gemeinsame Positionen erarbeiten und vertreten. Auch wollen wir etwas für die bessere Qualifizierung von Frauen in der Politik tun. Gewiss, es ist noch ein Experiment und nicht mehr. Aber vielleicht sollten wir darüber diskutieren, ob wir solche Frauenbündnisse nicht in allen Demokratien und auch grenzüberschreitend brauchen. Eines weiss ich gewiss: Letztlich werden wir weder als Einzelkämpferinnen noch als Quotenfrauen Inhalte, Ziele und Verfahren demokratischer Politik substantiell beeinflussen und verändern können, sondern wir können das nur in einem neuen Verständnis und in solidarischer Vertretung unserer gemeinsamen Vorstellungen und Ziele. Dazu möchte ich uns alle aufrufen. Damit bin ich bei der zweiten Dimension meiner Vision für uns alle. Sie betrifft die anfangs bereits genannte Diskrepanz zwischen demokratischen Prinzipien und Werten einerseits und der offenkundigen Verwilderung und Verarmung unserer demokratischen Kulturen andererseits. Dagegen müssen wir Frauen -wo und wann auch immer- Revision fordern. Ich stelle nur einige Fragen: Ist die klassische Teilung der Gewalten im demokratischen Staat überhaupt noch erkennbar? Ist sie funktionsfähig und realistisch? Verlaufen Entscheidungsprozesse überhaupt

7. Februar 1991

## **E. 25**

Frauensession noch in den vorgeschriebenen Verfahren? Ueben unsere Volksvertretungen ihre Gesetzgebungs-, Kontroll- und Initiativfunktionen überhaupt noch glaubwürdig aus? Und aktuell: Was tun wir gegen den skrupellosen Export von Waffen, Rüstungsgütern, Blaupausen, technischem Know-how in die Länder der Dritten Welt? Kann und darf der einzelne Volkstreter seine Entscheidung angesichts dieser mannigfachen Zwänge überhaupt noch in gewissenhafter Eigenverantwortung treffen? Ich weiss sehr wohl, diese und andere Fragen sind sehr heisse Eisen, sie sind höchst unbequem und weitgehend tabuisiert. Müssen sie uns Frauen aber nicht Antworten wert sein? Ist es nicht unsere Sache, heisse Eisen anzufassen, wenn Männer dazu zu bequem, oft auch zu feige sind? Ich meine ja. Hierzu bedarf es nicht nur grundsätzlicher, politischer, administrativer und parlamentarischer Erfahrung und Kompetenz, sondern hierzu bedarf es auch eines gleichgewichtigen Zusammenwirkens von Männern und Frauen in allen öffentlichen Bereichen. Das ist die dritte Dimension meiner Vision, die Vertiefung unserer Demokratien. Hierfür erscheint mir das konservative «Gehilfenkonzept», das uns die Männer immer wieder so ans Herz legen, ebensowenig tauglich wie das radikalfeministische. Nach meiner Erfahrung ist es allein das Prinzip eines konsequent partnerschaftlichen

Zusammenwirkens, das zum Ziele der Erneuerung unserer Demokratien und ihrer Vermenschlichung führen kann. Davon ist zwar oft und viel die Rede. Fortschritte sind jedoch noch kaum in Ansätzen erkennbar. Hierzu bedürfte es eines weiteren Emanzipationsschubes, diesmal von beiden Geschlechtern. Nicht nur Frauen, sondern auch Männer müssen von der besseren Tragfähigkeit partnerschaftlicher, vielleicht sogar geschwisterlicher Lösung überzeugt sein. Partnerschaft bedeutet nach Erich Fromm, das Getrenntsein zu überwinden, sich zumindest darum zu bemühen. Wahre Partnerschaft, Geschwisterlichkeit, das heisst ja nicht, übereinander herrschen, nicht, einander bevogten - wie Sie das in der Schweiz nennen - oder bevormunden zu wollen. Partnerschaft kann dann um so fruchtbarer werden, je deutlicher die Partner ihre eigene Identität gleichberechtigt wahren, statt sie wie bisher hierarchisch zu werten oder Anpassung zu verlangen. Solange unsere freien Gesellschaften jedoch ausschliesslich von männlich geprägten Bürokratien, Parteien und Institutionen geprägt sind, können wir kaum zu partnerschaftlichen Lösungen kommen. Die Folgen spüren und beklagen wir alle: Fremdbestimmung mit der Folge der Entpersönlichung und der Standardisierung unserer Gesellschaften. Im gleichen Masse nehmen die Bereitschaft und der Wille zu gemeinsamen Lösungen, zur zwischenmenschlichen Zuwendung ab. Vereinsamung ist die Folge. Frauen sind prädestiniert, solchen Gefährdungen entgegenzuwirken und damit zur Vermenschlichung des öffentlichen Lebens und Zusammenlebens beizutragen. Meine Vision über Frauen - in zwei Sätzen zusammengefasst - lautet: Solange Helvetia, Germania, Italia, Marianne nur weibliche Symbolfiguren bleiben, der Staat jedoch wie eh und je männlich bestimmt wird, solange bleibt es in den öffentlichen Angelegenheiten, der res publica, beim nicht mehr bewährten alten. Erst wenn an die Stelle unserer seit 700 Jahren und länger männlich geprägten politischen Monokulturen das Prinzip gleichberechtigter und gleichverpflichteter Teilhabe von Frauen und Männern mit dem Ziel geschwisterlicher Verantwortung tritt, erst dann und nur dann, sehe ich wirklich Hoffnung für dauerhaft menschliche Gesellschaften, Staaten und Staatengemeinschaften. (Grosser Beifall) La nation est féminine: Helvétia, Germania, Marianne, Italia, Europa - depuis la nuit des temps, ces personnages féminins sont dotés d'un grand pouvoir symbolique. Et la publicité, elle-même, en a largement fait usage. C'est ainsi que, voici peu, j'ai eu la surprise de découvrir la belle Helvétia déguisée en contrôleuse CFF toute fringante, sur une affiche publicitaire suisse! Helvétia qui donnait pour ainsi dire le signal! Et ce n'est pas la seule héroïne nationale qui symbolise, à titre humoristique ou non, l'identité nationale et qui est donc dotée d'un pouvoir suggestif. Or, ces suggestions n'ont rien à voir avec la réalité politique: Ni Helvétia, ni Germania, ni Marianne, ni Italia, et encore moins Europa, ne déterminent le cap de notre vie politique; ce ne sont pas elles qui ont la barre en main, qui décident de changer de cap ou d'accélérer l'allure. Aujourd'hui encore, ce sont les Guillaume Tell, les Napoléon et je ne sais quels héros masculins qui font la pluie et le beau temps. 1. Le fait est que l'Etat est demeuré masculin - masculin de la tête aux pieds; en effet, bien peu de choses ont changé, malgré l'introduction du suffrage féminin, le principe de l'égalité des sexes et l'augmentation du pourcentage féminin dans les partis et les parlements! 2. Le fait est que même si, dans notre société, nous, les femmes, nous représentons plus de la moitié de la population et que nous avons - du moins formellement - les mêmes droits et obligations que les hommes, nous n'avons nullement acquis le poids politique et social que nous devrions avoir de ce fait. Sur les plans étatique et politique - dans toutes les affaires publiques - ce sont les principes masculins qui continuent à prédominer, la pensée et l'action politiques sont marquées du sceau masculin et la collaboration effective entre partenaires est une

chimère. Jusqu'à présent, les femmes politiques n'ont pu ébranler sérieusement ces structures. 3. Le fait est que bien que de plus en plus de femmes soient prêtes (que ce soit en Suisse, en France, en Allemagne ou en Italie) à s'atteler à des tâches politiques, après quelque temps elles sont déçues et se sentent entraînées par le courant, alors qu'elles aimeraient fixer elles-mêmes le cap. 4. Le fait est que, en raison des manoeuvres toujours plus raffinées et subtiles qui permettent d'acquérir influence, pouvoir et majorités nécessaires, les valeurs de la démocratie sont de plus en plus sacrifiées, alors que c'est précisément ce qui tient le plus à coeur aux citoyens - notamment aux femmes - et aux jeunes. Quelles sont donc ces valeurs? La fiabilité et la crédibilité, la cohérence de la pensée, du parler et de l'action politiques ainsi qu'un esprit de compétition bien dosé. Ainsi déçus, de plus en plus de citoyennes et citoyens ont perdu foi dans la démocratie et ne se reconnaissent plus dans ce régime étatique. Peut-on y changer quelque chose ou, du moins, améliorer la situation, et comment doit-on s'y prendre? Ce sont là des questions délicates et plus ou moins brûlantes que se posent toutes les démocraties occidentales, mais la plupart d'entre elles n'ont même pas d'éléments de réponse à proposer. Nous, les femmes politiques, nous n'en avons pas non plus. Beaucoup d'entre nous, qui travaillons dans des partis et des parlements, en souffrent; mais, même si nous avons réussi à grimper quelques échelons - le plus souvent en faisant cavalier seul - nous n'avons jusqu'à présent guère pu remédier à ces erreurs et à ces égarements. Ces affirmations sont valables pour nous toutes - pour soeur Helvétia qui fête ses 700 ans cette année, comme pour ses soeurs aînées, Germania ou Marianne. Voilà donc mon bilan très succinct, qui est peut-être un peu caricatural. Il résulte de 40 ans d'expérience politique. Mais que faire? Devons-nous nous accommoder de la situation? Nous adapter? Faire comme si tout se passait fort bien pour nous, les femmes? Ou alors, n'aurions-nous quand même pas intérêt à mettre au point des visions, là où des «révisions» s'imposent? C'est en faveur de cette option que je souhaite plaider! J'en viens donc à ma vision de l'avenir: loin de ne s'appliquer qu'à Helvetia, elle est aussi valable pour toutes nos soeurs au-delà des frontières, qui ne veulent pas se satisfaire de l'acquis, qui veulent obtenir davantage et autre chose, et qui, pour pouvoir s'affirmer, ne se contentent pas de singer la politique masculine - assortie de tous ses rites - ni d'emboîter simplement le pas aux hommes. C'est pourquoi j'ai conçu une vision tridimensionnelle du mandat qui incombera aux femmes dans nos démocraties. En d'autres termes, je souhaite que, à l'avenir, nous ne passions pas notre temps à bâtir des châteaux en Espagne, mais, au contraire, que nous développions une stratégie aussi concrète que possible, qui puisse être mise en pratique dans la vie quotidienne, une stratégie tridimensionnelle. La première dimension de ma vision concerne notre manière d'appréhender notre situation actuelle et la nécessité de mieux

Session des femmes

## **E. 26**

7 février 1991 asseoir nos positions et qualifications au contact avec le pouvoir et la suprématie des hommes. A mon avis, c'est là la principale condition à remplir si nous voulons que l'émancipation féminine aboutisse: nous devons apprendre à intervenir dans les vrais processus de décision et d'influence politiques et oser le faire. Certes, cela nécessite encore bien plus de connaissances politiques et de clairvoyance que nous n'en avons en général acquis jusqu'à présent, surtout dans les domaines dans lesquels nous n'avons pratiquement pas d'expérience (politique étrangère et politique de sécurité, conflit Nord-Sud, mutations technologiques, participation à l'élaboration des programmes des

partis et des programmes gouvernementaux). En d'autres termes: sortons du ghetto des questions féminines afin de mettre pied là où se prennent les décisions politiques. Nous devons apprendre à intervenir sciemment dans tous les processus de décision, à dénoncer les erreurs et les lacunes et à insister pour que les règles du jeu soient respectées. C'est là que je perçois les vraies lacunes qui empêchent la réalisation du principe de l'égalité entre femmes et hommes, lacunes qui doivent être comblées. Je sais pertinemment que, dans ce contexte, les femmes ont la tâche nettement plus difficile que les hommes, parce qu'elles ne disposent pas des connaissances, de l'expérience et du soutien nécessaires et parce que, pour elles, le chemin qui mène aux responsabilités publiques n'est encore guère balisé et qu'il est beaucoup plus raide du fait qu'elles assument une double charge. Il faut donc que les femmes puissent non seulement s'appuyer sur des normes juridiques, mais qu'elles disposent de plus de connaissances politiques de base, qu'elles soient donc encore plus expertes en la matière. Des groupes féminins constitués hors partis et organisations, voire à l'échelon international, pourraient contribuer à la réalisation de ces objectifs. En République fédérale d'Allemagne, voici une année, nous avons constitué pour la première fois un groupe féminin; depuis, nous avons déjà subi quelques confrontations, mais aussi remporté quelques succès. Bien que, en tant que femmes membres d'un parti, nous ne partageons pas toujours le même avis sur certaines questions, nous cherchons un consensus sur les questions fondamentales et nous intervenons dans le sens indiqué plus haut; en d'autres termes, nous parlons d'une seule et même voix. Ainsi, nous militons contre la résurgence du radicalisme de droite, de l'antisémitisme et de la xénophobie et voulons élaborer des positions communes pour ce qui est des problèmes constitutionnels ou des déficits démocratiques qui apparaissent. En outre, nous voulons faire quelque chose pour améliorer les qualifications des femmes en politique. Certes, il ne s'agit encore que d'une expérience. Il faudrait peut-être se demander si des organisations féminines analogues devraient être instituées dans toutes les démocraties, voire à l'échelon international. Mais une chose est certaine à mes yeux: en fin de compte, ce n'est ni en faisant cavalier seul, ni en bénéficiant du système des quotas que nous pourrions modifier considérablement les contenus, les objectifs et les procédés de la politique démocratique; nous ne pourrions le faire que grâce à une appréhension nouvelle et à une défense solidaire de nos idées et objectifs communs. A ce propos, je fais appel à nous toutes. J'arrive à présent à la deuxième dimension de ma vision. Elle concerne l'écart, dont il a déjà été question, entre les principes et valeurs démocratiques, d'une part, et la dégénérescence et l'appauvrissement de nos cultures démocratiques, d'autre part. Les femmes doivent - où et à quelque moment que ce soit - exiger une révision de la situation. A ce propos, je pose les questions suivantes: - La séparation classique des pouvoirs dans l'Etat démocratique est-elle encore perceptible? apte à fonctionner? réaliste? - Les processus de décision se déroulent-ils encore selon les voies prescrites? - Nos représentants exercent-ils encore de manière crédible leurs fonctions législatives et celles en matière de contrôle et d'initiative? Plus actuel encore: Que faisons-nous contre l'exportation sans scrupules d'armes, de matériel d'armement et de matériel technique de Know-how dans les pays du Tiers-monde? - Vu les nombreuses contraintes auxquelles ils sont soumis, les différents représentants du peuple ont-ils encore la possibilité et la liberté de prendre leurs décisions en leur âme et conscience? Je sais, ces questions-là et bien d'autres encore sont très délicates, extrêmement gênantes et en général taboues. Mais nous, les femmes, ne devrions-nous pas considérer qu'il vaut la peine d'y répondre? Ne nous incombe-t-il pas de nous attaquer à des questions délicates lorsque les hommes ont la paresse ou qu'ils n'ont pas le courage de le faire? Je pense que oui! Mais à

cet égard encore, il faut plus d'expérience et de compétence sur les plans politique, administratif et parlementaire, mais aussi une collaboration pondérée entre hommes et femmes dans tous les secteurs publics. Et cette constatation m'amène à ma troisième dimension qui touche au sens le plus profond de nos démocraties. A ce propos, la conception conservatrice de la femme auxiliaire me semble aussi peu adéquate que celle de la féministe radicale. Seule une collaboration entre partenaires permettra de renouveler nos démocraties et de les rendre plus humaines. On a beau en entendre souvent parler, les progrès sont encore pratiquement imperceptibles. A cet effet, il faudrait qu'on assiste à une nouvelle vague d'émancipation, qui serait - cette fois-ci - déclenchée par les deux sexes. Les femmes et les hommes doivent être convaincus de la plus grande fiabilité des solutions mûries entre partenaires, voire peut-être entre frères et soeurs. Selon Erich Fromm, être partenaires c'est surmonter le fait d'être distincts, ou du moins s'en efforcer. Etre de vrais partenaires - des frères et soeurs - c'est refuser de dominer l'autre, d'inféoder l'autre, de tenir l'autre sous tutelle. Plus les partenaires préservent leur propre identité au lieu - comme jusqu'à présent - de l'évaluer du point de vue hiérarchique ou d'exiger une adaptation, plus le résultat des chances d'être fructueux. Néanmoins, tant que nos sociétés libres seront caractérisées uniquement par des systèmes bureaucratiques, institutions et partis dominés par les hommes, nous ne parviendrons pas à des solutions mûries entre partenaires. Tout le monde en ressent et en déplore les conséquences: les décisions sont prises par autrui, ce qui entraîne dépersonnalisation et standardisation. De même, la volonté de parvenir à des solutions communes et de s'entraider ainsi que l'état d'esprit nécessaire s'amoindissent. Il en résulte un isolement. Les femmes sont prédestinées à lutter contre de telles menaces et à contribuer à rendre plus humaines la vie et la coexistence publiques. Résumée en deux phrases, ma vision se lit comme suit: Tant que Helvetia, Germania, Marianne, etc., ne seront rien de plus que des symboles féminins et que la barre de l'Etat sera toujours en mains masculines, nous en resterons, dans tout ce qui concerne la chose publique, au statu quo, qui n'est vraiment plus satisfaisant. Ce n'est que lorsque le principe de la participation égalitaire des femmes et des hommes - au niveau des droits comme des obligations - principe visant le partage de la responsabilité entre partenaires, viendra remplacer nos monocultures politiques marquées du sceau masculin depuis 700 ans et plus - c'est uniquement à ce moment-là qu'on pourra espérer voir apparaître des sociétés, des Etats et des communautés d'Etats au caractère durablement humain. Gardi Hutter Clownerin

8. Februar 1991

## **E. 27**

Frauensession Präsidentin: Ich danke Frau Gardi Mutter sehr herzlich. Sie hat übrigens kürzlich eine Auszeichnung bekommen. Wenn ich richtig zitiere, den Hans-Reinhart-Ring, wozu wir ihr herzlich gratulieren. (Grosser Beifall) Ich darf nun alle Teilnehmerinnen im Saal und auf den Tribünen zum Aperitif in die Wandelhalle einladen. Um 20.00 Uhr wird das Nachtessen im Berner «Casino» serviert. Morgen treffen wir uns um 09.00 Uhr für die Diskussionen innerhalb der Arbeitsgruppen. Um 11.00 Uhr wird wiederum eine Plenumsitzung im Nationalratssaal abgehalten. Ich schliesse die heutige Sitzung und wünsche Ihnen allen einen schönen Abend. Schluss der Sitzung um 18.35 Uhr La séance est levée à 18 h 35 #ST# Zweite Sitzung - Deuxième séance Freitag, 8. Februar 1991 Vendredi 8 février 1991 11.00h Vorsitz - Présidence: Frau Elisabeth Blunschy-Steiner Präsidentin: Ich begrüesse Sie alle recht herzlich. Heute ist Herr Bundespräsident Flavio Cotti unter uns. Ich

möchte ihm ganz speziell dafür danken, dass er zu uns gekommen ist. (Beifall) Wir hören nun die Berichterstatterinnen der sechs Arbeitsgruppen zum Thema «Gleichstellung von Frauen und Männern in den neunziger Jahren». Die Berichterstatterinnen werden auch zur Resolution, welche die Arbeitsgruppe «Frauensession 91» zu verabschieden beantragt, Stellung nehmen. Frau Anne-Marie Rey: Die erste Arbeitsgruppe hat sich nur sehr kurz über die Resolution unterhalten. Wir finden sie zu schwach und zu wenig konkret; es kommen darin zum Teil Formulierungen vor, die für die Frauen zum Bumerang werden könnten. Es ist unmöglich, in der kurzen zur Verfügung stehenden Zeit dieser Resolution die nötigen Zähne wieder einzusetzen, darüber zu diskutieren und zu beschliessen. Wir haben deswegen beschlossen zu beantragen, dass auf die Verabschiedung der Resolution verzichtet wird. Statt dessen haben wir mit praktisch einstimmigem Konsens in den meisten Punkten einen konkreten Forderungskatalog, den wir dem Parlament und dem Bundesrat überweisen möchten, aufgestellt. Wir fanden einen einstimmigen Konsens über die Frage der 10. AHV-Revision, wo wir - wie das von Frauenorganisationen ebenfalls gefordert wird - eine zivilstandsunabhängige Rente und einen «Betreuungsbonus» für die Kindererziehung und die Pflege von pflegebedürftigen Angehörigen enthalten haben möchten. Wir beantragen auch das Aufrechterhalten des Nachtarbeitsverbotes für Frauen. Dieser Beschluss wurde mit 30 zu 4 Stimmen gefasst. Wir möchten auch nicht, dass das internationale Abkommen in dieser Frage aufgekündigt wird. Wiederum einstimmig verlangen wir die Durchsetzung der Lohngleichheit im Rahmen eines Gleichstellungsgesetzes. Konkret fordern wir das Verbandsklagerecht; die Umkehrung der Beweislast zugunsten der Frau; den Kündigungsschutz für Klagende; einen existenzsichernden Minimallohn; eine paritätische Zusammensetzung der Entscheidungsinstanzen, die zu befinden haben, was gleichwertige Arbeit ist; von den Berufsverbänden und Gewerkschaften fordern wir, dass sie mehr Basisarbeit und Information bei den Frauen leisten, von den Frauen, dass sie sich vermehrt in den Verbänden und Gewerkschaften engagieren. Das sind die in unserer Arbeitsgruppe beschlossenen konkreten Forderungen. Wir haben uns sodann über die Ausbildung unterhalten. Wir halten am Ziel der gleichen Ausbildung für Buben und Mädchen fest; das ist noch nicht überall durchgesetzt. Diese gleiche Ausbildung reicht jedoch nicht, es braucht ferner noch die Durchsetzung der Chancengleichheit. In diesem Zusammenhang möchten wir den Bundesrat bitten, ein spezielles Förderungsprogramm für Frauen in den naturwissenschaftlichen und technisch-mathematischen Fächern und Berufen in Gang zu setzen. Wir haben uns ebenfalls über die Wichtigkeit der Erziehung unterhalten. Sie sollte zur Gleichberechtigung von Mann und Frau auf allen Ebenen - in der Familie, in der Schule, in den Medien - führen. Da in der Gruppe keine Zeit zur Diskussion diverser Fragen übrigblieb, möchte ich eine persönliche Bemerkung anfügen. Zwei Probleme bleiben immer noch ungelöst auf dem Tisch: ei-

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Mitteilungen des Präsidenten Communications de la présidente In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1991 Année Anno Band - Volume Volume Session Frauensession Session Session des femmes Sessione Sessione delle donne Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 01 Séance Seduta Geschäftsnummer --- Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 07.02.1991 - 15:00 Date Data Seite 1-27 Page Pagina Ref. No 20 019 565 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce

document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.